

LA SEMAINE AFRICAINE

www.lasemaineafricaine.com



N° 2656 du Vendredi 22 Décembre 2006 - 54^{ème} Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P. 2080
CONGO:500 F CFA - FRANCE: 1,5 Euro -Tel:(242) 678.76.94 / 582.27.60 / 666.39.69 - E-mail: contact@lasemaineafricaine.com

Noël 2006: Message du Mouvement pour la vie

L'enfant est un don précieux pour les parents



«Un enfant nous est né, un Sauveur nous est donné». (P.9)

MTN au secours de l'école congolaise

Don de tables-bancs, en guise de cadeau de Noël, dans cinq écoles de Brazzaville



M. Roger Kwama remettant le banc témoin à M. Albert Samba, administrateur-maire de Mfilou (P.2)

A nos lecteurs

En raison de la fête de Noël, le journal ne paraîtra pas, mardi 26 décembre 2006.

Séjour de Denis Sassou Nguesso, à Pointe-Noire

Inauguration de l'aérogare de l'aéroport Agostino Neto

(P.3)

Assemblée générale extraordinaire et élective de l'U.r, à Nkayi

Les militants ont renouvelé leur confiance à Benjamin Bounkoulou

(P.3)



José Cyr Ebina, administrateur du Groupe Gicey

«Nous sommes ouverts au dialogue, sur le contentieux de l'hôtel Mbou-Mvoumvou» (P.5)

S.c.p.t (Société congolaise des pétroles: Texaco 5 Etoiles)

Ouverture technique de la station service 31 décembre 1969



Donald Emérant (à g.), Jean-Fabien Bakote et Mme Aurore Gnali Gomes. (P.8)

ANNONCE

· Recherche Locaux pour: 1. Bureaux

Conditions:

- Local moderne à partir de 6 pièces, prêt à être occupé;
- Superficie entre 300 et 500 m²;
- Electricité;
- Eau;
- Téléphone, si possible;
- Cours indépendante, propre, avec des voies d'accès faciles (de préférence sur une grande voie ou non loin de celle-ci);
- Quartier Centre-Ville, Brazzaville.

2. Résidence (ou Habitation)

Conditions:

- Villa dans une cours indé-

- pendante et propre, avec accès faciles:
- 3 Chambres;
- 2 Toiletttes au moins;
- Salon;
- 1 Cuisine.
- Electricité + Eau;
- Téléphone, si possible;
- Quartier: Centre-Ville et O.C.H.

NB: Il serait souhaitable de nous contacter dans l'intervalle du 22/12/06 au 15/01/07

Contacts:

M. Francis, Tél: 667 63 87
M. Léandre, Tél: 538 67 27

(P.16)

MTN au secours de l'école congolaise

Don de tables bancs, en guise de cadeau de Noël, dans cinq écoles de Brazzaville

Une fois de plus, la société de téléphonie mobile MTN Congo s'est fait distinguée par son soutien à l'école congolaise, notamment en poursuivant l'opération «tables bancs», héritage que lui a légué son ancêtre, Libertis Télécom. En effet, sous le patronage du Directeur commercial et marketing, M. Roger Kwama, MTN Congo a fait don de deux cent cinquante tables bancs, en guise de cadeau de Noël, équitablement remis à cinq écoles primaires de Brazzaville: 30 octobre 1984, de Mfilou (Arrondissement 7), Camp du Djoué, de Makélékélé (Arrondissement 1), La Mfoa, de Poto-Poto (Arrondissement 3), Lheyet Gaboka, de Ouenzé (Arrondissement 5) et Martyrs, de Mougali (Arrondissement 4).

La cérémonie de remise de don, dans chaque établissement bénéficiaire, s'est déroulée mardi 19 décembre 2006, à Brazzaville. En présence, entre autres, de M. Jean-Pierre Dongo-Moké, directeur départemental de l'enseignement primaire et secondaire, et de M. Norbert Bonazébi, représentant de l'A.p.e.e.c (Association des parents d'élèves et étudiants du Congo). Les administrateurs-maires de Mfilou, Albert Samba, et de Makélékélé, Maurice-Maurel Kiwounzou, ont, aussi, tenu à assister, personnellement, à la remise de don à l'école de leurs circonscriptions.

Le don de MTN à l'école congolaise contribue à l'amélioration des conditions de travail des élèves, afin de leur permettre d'atteindre de bons résultats, en fin d'année scolaire. L'insuffisance des tables bancs, dans les établissements scolaires du pays, est un problème récurrent, un casse-tête, pour les pouvoirs publics et les parents d'élèves. Il se pose avec acuité, dans la plupart des écoles publiques du Congo, depuis plusieurs années. «Un grand nombre d'élèves de mon établissement suit les cours à même le sol. Ces élèves écrivent en posant leur ardoise ou le cahier sur les genoux, s'exposant aux malformations de la colonne vertébrale», a témoigné la directrice de l'école La Mfoa, Mme Clémentine Péa, qui s'est réjoui du don fait par MTN Congo, «car, désormais, les enfants s'appliqueront dans l'exercice d'écriture» a-t-elle conclu. Il en est de même dans les autres établissements visités, où le déficit en tables bancs est vraiment criard.



M. Roger Kwama remet un cadeau au Directeur de l'école Lheyet Gaboka, M. Emile Ngampio.

Préoccupé par la formation et l'éducation des enfants, MTN Congo s'est fixé pour objectif, entre autres, de voler au secours de l'école publique congolaise, en faisant, bon an mal an, don des tables bancs aux établissements choisis, en concertation avec l'administration scolaire. «Nous ne ménageons aucun effort, pour que,

tion de MTN Congo. Des écoles ont eu à bénéficier du don des tables bancs, par le passé. Le tour est revenu à: 30 octobre 1984, La Mfoa, Camp du Djoué, Lheyet Gaboka et Martyrs. La société MTN le fait de bon sens, car l'avenir du Congo est entre les mains des enfants, futurs cadres de ce pays. «C'est parmi eux que, de-



Un échantillon des tables bancs remis à l'école 30 octobre 1984 de Mfilou.

chaque année, les établissements scolaires publics soient dotés de tables bancs», a dit Roger Kwama. MTN Congo n'est pas à son premier geste de nature à secourir l'école congolaise. Tenant cette tradition de Libertis Télécom, «MTN met un accent particulier, non seulement sur la santé, le sport, mais aussi sur l'enseignement», a dit, par ailleurs, M. Denis Mavoungou, responsable de la communi-

caution, sortiront les meilleurs abonnés de MTN Congo», affirme M. Roger Kwama. Dans les allocutions qu'il a prononcées, pour la circonstance, dans les écoles bénéficiaires, M. Roger Kwama n'a pas cessé d'affirmer que «le développement du pays nécessite que nos enfants apprennent et étudient dans un bel environnement, dans de bonnes conditions. C'est dans cette optique que MTN Congo essaie d'aider l'école



M. Maurice Maurel Kiwounzou, administrateur-maire de Makélékélé, aux côtés de M. Roger Kwama, D.C de MTN Congo



M. Roger Kwama remettant le banc témoin à M. Albert Samba, administrateur-maire de Mfilou

congolaise, notamment, par la remise de tables bancs, en vue d'arrêter les maux comme la scoliose, la cyphose et la mauvaise graphie. Ce qui permet aux enfants de s'instruire dans de bonnes conditions et d'avoir une bonne éducation». Vous savez, a-t-il poursuivi «au cours d'un devoir, l'enseignant examine le fond, mais apprécie, aussi, l'écriture de l'élève. Or, un enfant qui n'a pas appris à écrire dans de bonnes conditions ne pourra pas rédiger un courrier lisible». Il a, également, demandé au personnel enseignant et aux élèves d'en faire bon usage, pour que ces tables bancs profitent, aussi, aux futures générations. La dotation de MTN a, sans nul doute, et tant soit peu, baissé le déficit en tables bancs des écoles bénéficiaires. Des centaines d'élèves vont, maintenant, s'asseoir, convenablement, et suivre, normalement, les leçons. Ils ont crié leur joie, chanté et dansé. Conscients des conditions



Des élèves assis sur leurs tables bancs: ceux de Lheyet Gaboka

pénibles dans lesquelles prenaient les cours leurs élèves, les chefs des établissements, heureux bénéficiaires de cette dotation et d'un téléphone mobile, pour garder le contact avec leur hiérarchie, ont pris la sage et ferme résolution de bien utiliser et protéger, jalousement, contre la destruction, les tables bancs reçus. Il s'agit, ont-ils reconnu, d'un patrimoine d'une valeur inestimable. Pour sa part, le directeur dé-

partemental de l'enseignement primaire et secondaire, M. Jean-Pierre Dongo-Moké, n'a pas caché sa satisfaction devant le geste, ô combien significatif de la société de téléphonie mobile MTN Congo. «Un tel geste, qui vient à la veille de la fête de Noël, mérite encouragement et un grand merci», a-t-il conclu.

Séjour de Denis Sassou Nguesso à Pointe-Noire

Inauguration de l'aérogare de l'aéroport Agostino Neto

Le président de la République, Denis Sassou Nguesso, a effectué un séjour de travail, à Pointe-Noire, la capitale économique du pays, du 17 au 20 décembre 2006. Accompagné de son épouse, Mme Antoinette Sassou Nguesso, le chef de l'Etat a, au cours de son séjour ponténégrin, procédé à l'inauguration de la nouvelle aérogare de l'aéroport international Agostino Neto, et de l'avenue de l'Indépendance, dans le quartier Mpaka. Par ailleurs, il a lancé les travaux de dragage du Port maritime de Pointe-Noire et visité les travaux en cours de réalisation, du stade municipal de Mvoumvou. C'était un séjour solennel au cours duquel les autorités locales n'ont ménagé aucun effort pour réserver au président Denis Sassou Nguesso, un accueil populaire et enthousiaste. La particularité de cette visite est que le président de la République a associé à ses activités à Pointe-Noire, le président du M.c.d.d.i (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral), M. Bernard Kolélas. C'est pour la première fois, depuis son retour au Congo, en septembre 2006, que l'ex-leader de l'opposition s'est rendu à Pointe-Noire. Aux côtés du chef de l'Etat, il a drainé une foule immense venue l'acclamer. De l'avis d'un témoin, la ville océane était en ébullition. Les deux hommes se sont même donné la main, en public, comme pour prouver l'excellence de leurs relations.

C'est lundi 18 décembre que le président Sassou Nguesso a inauguré l'aérogare, au cours d'une cérémonie riche en discours, en présence de toutes les autorités locales et d'une foule nombreuse de Ponténégrins. Se sont succédé à la tribune, en effet, le maire Roland Bouiti Viaudo, le préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, Jean-Jacques Bouya, le délégué général des grands travaux et le ministre des transports et de l'aviation civile, André Okombi Salissa. Ils ont tous exprimé leur joie face aux réalisations de «La Nouvelle Espérance». Le délégué général des grands travaux a, quant à lui, présenté les caractéristiques techniques de l'ouvrage et son coût. L'ouvrage, qui est bâtiment moderne, a coûté la bagatelle de 15 milliards de francs Cfa, financés, sur fonds propres, par l'Etat congolais. Il faut dire que les travaux, qui avaient démarré en mai 2004, ont permis aussi bien la construction de la nouvelle aérogare que le revêtement des chaussées aéronautiques et d'autres prestations. La modernisation de l'aéroport international Agostino Neto est un projet qui rentre dans le cadre de la municipalisation accélérée de Pointe-Noire. Ainsi, la capacité de traitement des passagers de cet aéroport est de 400.000 à 10 millions de passagers par an. Longue de 4 km, l'avenue de l'Indépendance, à Mpaka, dans l'arrondissement 3 Tié-Tié, a été



La nouvelle aérogare de l'aéroport Agostino Neto

officiellement ouverte à la circulation par le président de la République, le mardi 19 décembre. C'est une route goudronnée à double voie avec des lampadaires au milieu. Selon le ministre de l'équipement et des travaux publics, Florent Tsiba, les travaux de construction de cette avenue, réalisés par la société Socofran, ont commencé en 2002 et ont connu de nombreux arrêts, à cause des difficultés de financement. Ces travaux doivent, en principe, se poursuivre, avec l'aménagement du carrefour Foire-carrefour Sympathique, sur 453 mètres, le prolongement de l'avenue Marien Ngouabi sur 685 mètres, et le renforcement du tronçon carrefour Sympathique - carrefour Liberté sur 5 km. L'ensemble du tronçon passera à quelques 10,138 km. «Le tout pour un montant global d'un peu plus de 8 milliards de FCFA, entièrement supportés

par le budget de l'Etat», a indiqué le ministre Florent Tsiba. Ensuite, signalons que le président de la République a lancé les travaux de dragage du Port autonome de Pointe-Noire, pour un coût total de 4,5 milliards de francs Cfa. Les travaux, qui vont s'étendre sur six mois, sont exécutés par la société hollandaise Boskalis. Enfin, le président Sassou Nguesso a visité les travaux de construction du Stade municipal, à Mvoumvou, le deuxième arrondissement de Pointe-Noire. D'une capacité de 13.000 places, dont une tribune de 4.000 spectateurs, ce stade doit être achevé au mois de janvier, pour abriter les compétitions de la Coupe d'Afrique de football juniors 2007. M. Sassou Nguesso a quitté Pointe-Noire, mercredi 20 décembre, dans l'après-midi, pour Franceville, au Gabon.

MM.

Tarifs pour abonnement

Congo: retrait sur place
3 mois: 8.400 F Cfa
6 mois: 16.800 F Cfa
1 an: 33.600 F Cfa

Expédié par la Poste:
3 mois: 11.500 F Cfa
6 mois: 23.000 F Cfa
1 an: 46.000 F Cfa

France et Afrique francophone:
3 mois: 48 Euros
6 mois: 90 Euros
1 an: 180 euros

Autres pays d'Europe et d'Afrique:

3 mois: 52 Euros
6 mois: 95 Euros
1 an: 190 Euros

Asie et Amérique:

3 mois: 55 Euros
6 mois: 100 Euros
1 an: 200 Euros

Nous acceptons les chèques français et les virements à notre compte - CCP 9.991 85 B Paris
e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

LA SEMAINE AFRICAINE

Bd. Lyautey (en face du CHU)
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE
Direction - Tel: (242) 668.24.72 / 678.76.94
CCP 9.991 85 B Paris

Journal édité par la Commission épiscopale des moyens de communication sociale.

Président:
Mgr Jean Gardin
Préfet apostolique de la Likouala
Vice-président:
Mgr Anatole Milandou,
Archevêque de Brazzaville
Directeur de Publication:
Joachim MBANZA

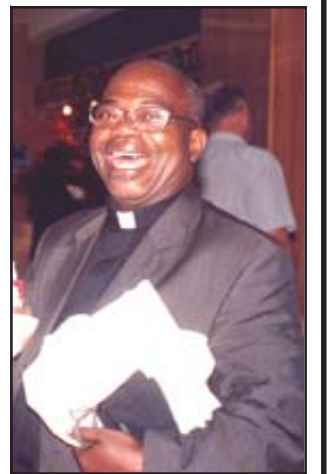
Secrétaire de rédaction
Véran Carrhol YANGA
Tel: (242) 668.24.72

Saisie & Montage (PAO):
Atelier La Semaine Africaine

Service Commercial:
Brazzaville:
Tél. 666.39.69/664.00.47
Pointe-Noire: Tél. 553.16.93
Impression:
Imprimerie Saint-Paul

REMERCIEMENTS

MM. Joseph Nzihou Ibéni, Mavoungou Ibéni, Prosper Kévin Nzengué, Paul Djembi, Henri Mbéboura et famille remercient, de tout cœur, les chrétiens de Brazzaville, Nkayi, Dolisie, Divinié et tous ceux qui, de près ou de loin, les ont assistés, lors du décès de leur frère aîné, l'Abbé François de Paul MOUNDANGA-IBENI. Décédé le 24 novembre 2006, en France, il a été inhumé le 6 décembre au Cimetière religieux de la Paroisse Saint-Paul de Dolisie, aux côtés de son aîné dans le sacerdoce, Mgr Denys MOUSSAVOU.



«Ainsi va la vie»

Assemblée générale extraordinaire et élective de l'U.r à Nkayi

Les militants ont renouvelé leur confiance à Benjamin Bounkoulou

L'U.r (Union pour la république) a tenu, lundi 18 décembre 2006 à l'hôtel «Le paradis», à Nkayi, dans le département de la Bouenza, une assemblée générale extraordinaire et élective. Un événement majeur qui marque la vie de ce parti confronté à une grande crise, au niveau de sa direction nationale. Au cours de cette assemblée générale, les participants ont réélu, à l'unanimité, Benjamin Bounkoulou, à la tête de l'U.r. Par ailleurs, un conseil national de 177 membres, un bureau du conseil national de 21 membres, présidé par Benjamin Bounkoulou, et une commission nationale de contrôle et d'évaluation de 7 membres, dirigée par Gabriel Nsemi Ngoma, ont été élus.

Au sortir des assises 2006 de Nkayi, l'Union pour la république a un nouveau secrétaire général: Michel Bidimbou Pouela. Il est secondé, comme adjoint, par Anatole Milandou. Cette assemblée extraordinaire et élective, qui est la deuxième du genre, après celle tenue à Madingou, en 1996, a regroupé plus d'une centaine de délégués venus de tous les départements du pays. Elle a été rehaussée de la présence de Jean Yala, vice-président du conseil municipal, adjoint au maire de Nkayi, et des représentants des partis frères de la majorité présidentielle (P.c.t, U.p.r.n, U.r.n, Cadd, Acoos, Caps, Murc, M.r.d.c, M.c.d.d.i, Caim, M.h.n.c-F.d.u, O.s.d). Il y avait aussi des individualités comme Gabriel

Ntsata, premier vice-président du conseil municipal de Nkayi et l'abbé Kala. Trois allocutions ont été prononcées, la première, par Roger Miamingui, premier secrétaire de la fédération U.r de la commune de Nkayi, pour le mot de bienvenue, la deuxième, par Martin Bissila, président de la commission extraordinaire et élective, deuxième vice-président de l'U.r qui a parlé des motivations qui ont conduit à la convocation de cette assemblée générale et évoqué les missions dévolues à la commission préparatoire ainsi que l'exécution des différentes tâches en mettant en relief les difficultés rencontrées, et la troisième, par Benjamin Bounkoulou. Parlant du fonctionnement du parti, le président de l'U.r a fait



Benjamin Bounkoulou



Michel Bidimbou Pouela, nouveau secrétaire général

savoir aux militants que la crise que traverse, une fois de plus, la direction politique nationale de leur parti est née des divergences dans la gestion générale du parti. «C'est cela qui me paraît essentiel à apprécier et non les rapports entre les hommes, car ce n'est pas la fidélité à un homme ou à un autre qui compte, c'est le partage de conviction qui n'exclut pas le respect des uns vis-à-vis des autres. Tenez, que dire de la politique de blocage du parti savamment mise en place par le secrétaire général au lendemain du processus électoral de 2002?», a-t-il dit.



Une vue des militants

Pour convaincre les militants, il a énuméré ces différents points de blocage. Il a, par ailleurs, loué les efforts que ne cessent de déployer les responsables politiques, les militants du parti, notamment ceux de la ville de Nkayi, dans leur combat quotidien contre les détracteurs avérés et potentiels de l'U.r. Le président Benjamin Bounkoulou a parlé de la reconstitution des énergies nécessaires pour permettre au parti de se replacer sur l'échiquier politique congolais, en vue des victoires poli-

tiques lors des prochaines échéances électorales. Concernant, la situation politique et économique du pays, le président de l'U.r a déclaré que le Congo, notre pays, est sur la bonne direction, pourvue que le gouvernement de la République oeuvrent en faveur des populations, à travers ses efforts, ses contacts avec les bailleurs de fonds internationaux et sa politique de municipalisation accélérée. Les participants ont au cours de cette assemblée adopté trois motions. La première pour le soutien au président Denis Sassou Nguesso, président de la République, chef de l'Etat, de la République, en exercice de l'Union africaine; la deuxième, au président de l'U.r, Benjamin Bounkoulou et la troisième, pour remercier la fédération U.r de Nkayi. Parmi les recommandations adoptées, on peut citer entre autres, celle relative à la tenue d'une réunion d'évaluation de l'accord de partenariat entre le P.c.t et l'U.r et celle constatant la démission de fait de l'U.r de certains militants du parti.

Pascal-AZAD DOKO
(Envoyé spécial à Nkayi)

Un homme d'église et ses fidèles extorqués sur la route de Kibossi

Les ex-combattants ont du mal à se départir de leurs mauvais instincts. Ils font, encore, parler d'eux, dans le département du Pool. L'abbé Séraphin Koualou-Kibangou, vicaire de la paroisse catholique Saint-Michel de Goma Tsétsé, sept enfants de chœur et un catéchiste ont été extorqués par un certain Giscard, ex-combattant ninja, habitant de Kibossi, un village situé sur le Chemin de fer Congo-océan, à 13 km de Goma Tsétsé. Le prêtre et ses ouailles se rendaient, dimanche 17 décembre 2006, à Kibossi, pour la célébration de l'eucharistie, dans la communauté chrétienne Notre-Dame des Victoires, annexée à la paroisse de Goma Tsétsé. La messe s'étant déroulée normalement, la chrétienté en était comblée de joie. Malheureusement, sur le chemin du retour à Goma Tsétsé, a surgi le fameux Giscard. Ce dernier a fomenté un scénario pour parvenir à ses fins. Prétextant avoir été bousculé sur le passage par un membre de la délégation accompagnant le prêtre, il lui a proféré des menaces de mort, canon du pistolet de 14 mm pointé en direction du présumé coupable. Intraitable, Giscard, la terreur, exige qu'on lui achète, manu militari, quatre bottes de chanvre. La délégation se soumet à cette sommation et lui remet de l'argent. Cela ne suffisant pas, le braqueur ravit les quelques présents offerts au prêtre par les chrétiens de Kibossi. C'est à ce prix qu'ils ont eu la vie sauve. Les ex-combattants ninjas continuent d'être un facteur d'insécurité dans ce département déjà si meurtri par les violences armées.

Ces ministres qui ne veulent jamais se soumettre à la loi!

Un fait étonnant s'est produit le mercredi 20 décembre 2006, en fin de journée, aux environs de 17h30, au rond point du boulevard des Armées général Alfred Raoul (vers l'immeuble des Italiens), à Brazzaville. Le véhicule d'un membre du gouvernement, de marque Peugeot 607, de couleur noire, venant du côté du Palais du parlement, est passé, sans s'arrêter, alors que le feu était au rouge. Ne voulant certainement pas se soumettre aux normes réglementaires de la circulation routière, celui-ci s'est frayé un passage, en dépassant les autres voitures stationnées. Ce véhicule, avec à son bord son propriétaire temporaire, a par la suite pris la gauche, se dirigeant vers l'avenue Loutassi, au Plateau des 15 ans. Sans se préoccuper de ce qui se passait derrière. C'est toujours comme ça, avec ces voitures officielles, qui n'obéissent pas aux lois de la circulation routière. Pour qui ces lois existent-elles alors?

Un tonnerre d'applaudissements pour un ministre au parlement!

Il n'arrive pas souvent qu'un membre du gouvernement arrache des applaudissements, lors de la séance des questions orales, avec débat, à «l'hémicycle». Mais, le Ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a réussi, mardi 12 décembre 2006, l'exploit d'électrifier la salle, en annonçant sa volonté de faire que, demain, la cessation du paiement du salaire du fonctionnaire congolais admis à la retraite coïncide avec le premier versement de la pension de retraite. L'administration publique qui emploie le fonctionnaire devrait avoir toutes les informations sur ce dernier. Ainsi, lorsque viendra le moment de la retraite, le fonctionnaire devrait automatiquement passer de la situation d'activité à la situation de retraité, sans qu'il n'ait à constituer un dossier de retraite. Il faut dire, qu'aujourd'hui, les retraités sont soumis à un véritable chemin de la croix, pour percevoir la première pension. Ah, si les choses pouvaient bouger dans le bon sens, comme l'envisage le ministre Gilbert Ondongo!

Le Stade Marchand au centre d'une polémique!

Parce que les dirigeants de Diables-Noirs ont peint la tribune centrale du Stade Marchand aux couleurs de leur équipe, le jaune et le noir, la direction de ce stade, qui est située en face de l'ex-Voix de la Révolution, à Brazzaville, rumine sa colère. Une vive polémique l'oppose aux dirigeants de Diables-Noirs. Elle a fait savoir à ces derniers que le stade n'est pas leur propriété, mais qu'il est géré par le Ministère des sports qui a nommé un directeur à sa tête. C'est même le ministre des sports qui leur avait donné l'autorisation de s'y entraîner quotidiennement, en 2003, argue la direction du Stade Marchand. Dirigeants et supporters de Diables-Noirs ne l'entendent pas de cette oreille. Ils envisageraient même de mettre en valeur ce stade, en y construisant, semble-t-il, leur futur siège. Le dossier est sur la table de la direction générale des sports. On attendait le retour du ministre des sports, Marcel Mbani, qui se trouvait en mission de travail à Cuba, pour trouver une solution au litige qui oppose la direction du Stade Marchand et les dirigeants de Diables-Noirs. Affaire à suivre.

La route nationale n°1 ne reliera pas directement Brazzaville et Pointe-Noire

La réalisation du projet de construction de la route nationale n°1 est très attendue. Comme au temps du régime de Pascal Lissouba, les autorités actuelles ont choisi un tracé qui ne relie pas directement les deux grandes métropoles du pays, Brazzaville et Pointe-Noire. En effet, le projet du gouvernement est une autoroute qui part d'Ignié, une localité située sur la nationale 2, jusqu'à Pointe-Noire, en passant par Mindouli, Madingou, Dollisie. C'est un tracé de 600km, au total, qui est complété par des bretelles, comme la route Brazzaville-Kinkala-Ngambari, dont les travaux s'exécutent, conformément au planning. Mais, on ne sait quand débiteront les travaux de la nouvelle route nationale n°1 tant attendue.

Association Convergence pour le Congo

Le comité directeur réajuste le fonctionnement de l'association

Le comité directeur de l'Association Convergence pour le Congo s'est réuni, le 1^{er} décembre 2006, à Brazzaville, sous la direction de son président, Lamyr Nguelé. Cette session avait sept points à son ordre du jour, au nombre desquels l'examen et l'adoption des documents de l'exercice écoulé, les amendements aux textes fondamentaux et l'élection des membres du comité directeur aux postes vacants.

Au cours de ces assises, tenues à l'hôtel Le Phoenix les participants ont, notamment, adopté les propositions de délocalisation du siège de l'Association, du changement de logo désormais représenté par trois abeilles qui convergent vers la carte du Congo, ainsi que l'incompatibilité d'un membre d'appartenir à un autre parti politique.

Ainsi, le plénum s'est félicité de la décision courageuse de M. Jean Bernard Ngavet qui s'est prononcé en faveur de Convergence pour le Congo, au détriment de son ancien parti politique. Il a ensuite entériné la suspension de M. Brice Loufilou, ancien président départemental de Convergence pour le Congo au Niari. D'autre part, les membres du comité directeur de Convergence pour le Congo ont procédé à l'élargissement de la structure qui est passée de 45 à 65 membres. Cela a, compte tenu des enjeux politiques de l'heure, poussé cet organe de direction de l'Association à élire les membres d'un nouveau Comité exécutif et d'une nouvelle commission de suivi et d'évaluation. Précisons que ce comité exécutif dont le président est Monsieur Lamyr

Comité Exécutif
 Président: M. Lamyr Nguelé
 Vice-Président: M. Jean-Pierre Missié
 Secrétaire Exécutif: M. Alphonse Patrick Koumba
 Secrétaire aux activités politiques, chargé des relations avec les autres associations: M. Armand Moody;
 Secrétaire à la communication, porte-parole de convergence pour le Congo: M. Bernard Madouhou;
 Secrétaire à la coopération et aux relations internationales: M. Ferdinand Mapiti
 Secrétaire aux activités productives et économiques: Mme Sidonie Kinzonzi;
 Secrétaire aux activités culturelles sportives: Mme Yvonne Ngombé.

Nguelé, a pour nouveau secrétaire exécutif Monsieur Alphonse Patrick Koumba, alors que la commission de suivi et d'évaluation demeure sous la présidence de Monsieur Florent Niama.



Lamyr Nguelé, debout, à l'extrême gauche.



Le comité directeur de Convergence pour le Congo en plein travail.

Avant de boucler leurs travaux, les participants à la session extraordinaire du comité directeur de Convergence pour le Congo ont pris deux motions: une motion de soutien au président de la République et président en exerci-

ce de l'Union africaine, pour ses efforts inlassables en faveur de la paix au Congo, et une motion de confiance au président de Convergence pour le Congo, pour la clarté et la dextérité avec lesquelles il a présidé aux destinées de l'Association.

Point de vue

L'effondrement de la société congolaise: c'est aujourd'hui un monde déboussolé et perdu

Nous vivons dans un monde complètement déboussolé, où les anciennes valeurs morales ne sont plus de mise, où les comportements considérés, il y a peu d'années, comme déviants, sont à la mode, car on les adopte, en invoquant l'influence du milieu, etc. Les lois morales données par le Créateur sont bafouées par toutes les couches sociales: le mariage est ravalé au niveau de la sexualité. Et l'on s'étonne que la délinquance batte le plein. En détruisant le sentiment de culpabilité, les maîtres à penser de ces dernières décennies ont rendu plus heureuse la génération qui aborde de plein fouet ce troisième millénaire? La réponse se situe, sans doute, dans les statistiques concernant les divorces, les avortements, le phénomène des enfants de la rue, les suicides, la prostitution, l'égoïsme, la corruption, les grèves à répétition, les guerres fratricides à répétition, la violence, les vols à main armée, les viols, etc. Le monde, dans son ensemble, et le Congo, en particulier, a rejeté Dieu et son Evangile. Il se trouve sans repère, sans boussole, poussé au gré du vent, telle une feuille morte entraînée par le vent. Nous découvrons une nouvel-

le génération, désorientée et perdue, animée d'un esprit de «kimpumbu» dans cette société où tout va trop vite. Beaucoup de jeunes sont désespérés. Ils manquent de soins convenables dans les hôpitaux. Ils sont sans avenir, sans emploi, forcés à intégrer deux entreprises: l'armée ou être chauffeur de taxi. Ou encore, ils ne veulent rien faire. Avec une licence, une maîtrise, voire un doctorat, le jeune Congolais ne sait que faire. Il tourne en rond. Dans un tel contexte, la responsabilité de l'Etat est totale. L'Etat ne peut pas laisser sa jeunesse à la perdition. Il y a aussi la responsabilité des parents. Aujourd'hui, on assiste plutôt à une démission parentale. Personne ne veut déranger personne! La vraie boussole, pour s'orienter dans la vie, existe pourtant! Au lieu de répéter des slogans creux comme: «C'est bon la honte, mangeons et buvons, comme à Sodome et Gomorre», les jeunes doivent penser à leur avenir. L'Etat doit avoir des politiques qui favorisent l'avenir des jeunes, par la création des structures de formation et des créations des emplois. Comme leurs aînés, il faut que les jeunes écoutent et apprennent la parole de Dieu. Insen-



Pasteur Pascal Ndala

sible aux vagues et à la tempête, elle montre la bonne direction, elle transforme l'homme et la société. Elle permet aux hommes et aux femmes de se diriger et d'éviter le nau-

frage. Il suffit de la consulter, de la sonder et de s'y conformer. Sans l'Evangile, il est difficile de moraliser la jeunesse du Congo. La société congolaise est bien malade et nul ne peut la sauver, sauf Dieu. «L'arrogance précède la ruine et l'orgueil précède la chute» (Pr 16/18). Le constat n'en dit pas mieux. «Je les dénonce, afin que tu reconnaisques que l'Eternel est Dieu, qu'il n'y en a point d'autre». Le salut du Congo est entre les mains de l'Eternel. J'invite ou je lance un appel vibrant à tous les responsables politiques, aux autorités administratives, aux hommes de Dieu et du peuple congolais, en général, à regarder la croix de Jésus-Christ, pour que le Congo soit restauré dans tous les domaines.

Pasteur Pascal NDALA

Chaque mardi et chaque vendredi, je ne manque pas d'acheter La Semaine Africaine, mon journal préféré.

José Cyr Ebina, administrateur du Groupe Gicey

«Nous sommes ouverts au dialogue, sur le contentieux de l'hôtel Mbou-Mvoumvou»

L'administrateur du Gicey (Groupe international Charles Ebina Yomvoula), M. José Cyr Ebina, a donné un point de presse, samedi 16 décembre 2006, à l'hôtel Saphir, à Brazzaville, sur l'affaire qui oppose son groupe à l'Etat congolais, concernant l'hôtel Mbou-Mvoumvou de Pointe-Noire. M. Ebina a retracé le parcours qui a conduit à l'acquisition de l'hôtel Mbou-Mvoumvou, par le groupe Gicey et exprimé sa volonté de voir cette affaire, qui se trouve au tribunal de commerce de Brazzaville, être réglée, même par le dialogue avec le comité de privatisation. Autrement, son groupe portera l'affaire jusqu'à la cour commune de l'Ohada, à Abidjan, s'il ne trouve pas satisfaction à Brazzaville.

José Cyr Ebina a expliqué, de fond en comble, les péripéties de cette affaire: «Après la mort de M. Charles Ebina, le comité de privatisation avait lancé une procédure judiciaire, auprès d'un juge des référés à Pointe-Noire, pour récupérer l'hôtel Mbou-Mvoumvou, au motif que la succession Charles Ebina n'avait pas honoré les trimestrialités dues. La succession Ebina avait contesté cette procédure judiciaire. En dépit de cela, le comité de privatisation a récupéré l'hôtel pour se mettre à le gérer lui-même. Toutes les tentatives pour un règlement à l'amiable, menées par le groupe Gicey, auprès du comité de privatisation, particulièrement auprès de son président, M. Isidore Mvouba, premier ministre, se sont révélées vaines», a-t-il dit.

«Devant ce mur d'incompréhension, dressé par le comité de privatisation», a poursuivi l'orateur, «la succession Ebina s'est vue obligée de se tourner vers la justice. C'est ainsi que, le 10 juillet 2006, notre avocat, Jean-Philippe Esseu, a introduit, auprès du tribunal de commerce de Brazzaville, une requête, aux fins de revendication de la propriété de l'hôtel Mbou-Mvoumvou et d'indemnisation».

Au sujet de la revendication de la propriété de l'hôtel Mbou-Mvoumvou par le groupe Ebina Yomvoula, le conférencier a rappelé que «dans le secteur hôtelier, l'hôtel Mbou-Mvoumvou faisait partie des hôtels à privatiser. En 2002, le comité de privatisation, présidé, à l'époque, par M. Gérard Bitsindou, ministre d'Etat, avait lancé un appel d'offres international, pour la privatisation de cet hôtel. Le groupe Gicey avait souscrit à cet appel d'offres. Après un travail de dépouillement et de sélection des offres, le groupe de M. Charles Ebina avait remporté l'appel d'offres, face à des concurrents internationaux».

Le groupe Ebina Yomvoula, a, par ailleurs, affirmé José Cyr Ebina, a procédé à la signature de l'acte de cession des actifs de l'hôtel. «Le 7 août 2002, l'Etat congolais, représenté par le comité de privatisation, et le Groupe international

Charles Ebina Yomvoula, représenté par M. Charles Ebina, ont signé l'acte de cession des actifs mobiliers et immobiliers de l'hôtel Mbou-Mvoumvou. Le prix des actifs mobiliers et immobiliers de cet hôtel était fixé à 1.500.000.000 F.Cfa par le comité de privatisation. Au moment de la signature, Charles Ebina a payé 477 millions de F.Cfa sur les 500 millions. Il lui restait 23 millions sur cet acompte. Il faut signaler que l'acte de cession était assorti d'une obligation d'investissement, pour réhabiliter l'hôtel et le rendre opérationnel. Donc, après avoir acquis l'hôtel, le groupe Gicey a investi, au total, 874.192.143 F.Cfa. Quant aux trimestrialités, celles-ci ont été versées normalement jusqu'au 20 juillet 2004».

L'orateur a aussi rappelé que «le 26 août 2004, M. Charles Ebina a reçu une lettre de M. Isidore Mvouba, qui était ministre d'Etat, coordonnateur de l'action du gouvernement, chargé des privatisations, qui lui demandait de solder les trimestrialités dues, soit un montant de «250 millions de F.Cfa, au titre des trimestrialités dues et de 23.605.000 F.Cfa constituant le solde de l'acompte». Après avoir reçu cette lettre, M. Charles Ebina n'a pas hésité à s'exécuter. Le 1er octobre 2004, il a remis deux chèques aux montants indiqués, à M. Dominique Bemba, directeur de cabinet de M. Isidore Mvouba. Mais à sa grande surprise, un mois plus tard, le 17 décembre 2004, soit 7 jours avant sa mort, M. Charles Ebina reçoit de M. Isidore Mvouba, une lettre le menaçant de solder toutes les trimestrialités autrement, l'hôtel sera récupéré.

José Cyr Ebina a reconnu que la succession Ebina a pris du temps pour se mettre en place et le comité de privatisation a profité de ces moments difficiles, pour récupérer l'hôtel. «L'Etat veut vendre deux fois les mêmes actifs. Notre avocat a introduit, le 28 novembre 2006, une requête en référé, pour s'opposer à tout nouveau processus de privatisation de l'hôtel Mbou-Mvoumvou. Car, cet hôtel est la propriété du groupe international Charles



José Cyr Ebina

Yomvoula, qui a acquis ses actifs par le biais de la privatisation. Nous n'attendons que de payer le reliquat des trimestrialités. D'ailleurs, en reprenant la gestion de l'hôtel, en juin 2005, le comité de privatisation y a trouvé des créances d'un montant total de 343.319.031 F.Cfa, laissées par le groupe Gicey. Cet argent a été recouvré par le comité de privatisation», a dit M. Ebina. Malgré ce chapelet de problèmes, le groupe Charles Ebina Yomvoula se dit déterminé à aller jusqu'au bout de cette affaire et compte sur les institutions de la République et sur le chef de l'Etat, pour trouver un compromis à cette situation. «Aucun opérateur économique, dans le monde, ne peut laisser perdre un investissement aussi important que ce que le Gicey a dépensé dans l'hôtel Mbou-Mvoumvou, dans l'achat de ses actifs et dans sa

réhabilitation. La propriété privée est garantie dans notre pays par la Constitution du 20 janvier 2002. Vous comprenez donc le sens de notre démarche. Pour cela, nous avons foi dans les institutions de la République, nous sommes convaincus que le président de la République, M. Denis Sassou Nguesso, qui œuvre inlassablement pour la paix et la stabilité dans notre pays, afin de favoriser son développement et sa modernisation, comprend le sens de notre démarche», a-t-il déclaré. «Le Groupe International Charles Ebina Yomvoula est ouvert à toute initiative de la part de nos autorités, même du Comité de Privatisation, permettant de dénouer cette affaire, dans le dialogue et le respect mutuel», a-t-il conclu.

Alain Patrick MASSAMBA

Colonie camerounaise au Congo

Réception en l'honneur des diplomates nouvellement affectés à Brazzaville

La colonie camerounaise au Congo a offert, samedi 9 décembre 2006, dans les jardins de l'ambassade du Cameroun, à Brazzaville, une réception aux diplomates nouvellement affectés à l'ambassade du Cameroun au Congo. C'est le secrétaire général de la colonie camerounaise au Congo, M. Pierre Roger Vouffo, qui a, au nom de ses compatriotes, reçu M. Souaibou A.W Eyondikingue, le nouveau chargé d'affaires, M. Basile Kenmogni, le deuxième conseiller, M. Marc-Antoine Batha, premier secrétaire et M. Jacob N. Akere, deuxième secrétaire.



Le nouveau chargé d'affaires au milieu

L'ambassade du Cameroun au Congo a connu un déficit en personnel, après le départ de certains diplomates, en fin de mission. Les Camerounais résidant au Congo ont voulu exprimer leur joie à la nouvelle équipe des diplomates camerounais affectés à Brazzaville, en organisant une fête «familiale» non officielle, car aucune autorité congolaise n'y était conviée. Ils étaient là, nombreux: fonctionnaires camerounais travaillant dans les agences des Nations unies et les institutions internationales; opérateurs économiques camerounais au Congo, élèves et étudiants camerounais, religieuses camerounaises, etc. La réception s'est déroulée sur fond de la musique du pays. L'on se croirait à un certain 20 mai, la date de la fête nationale camerounaise.

Le nouveau chargé d'affaires de l'ambassade du Cameroun, M. Souaibou A.W. Eyondikingue, qui succède à M. Guillaume Nséké, a été salué par un tonnerre d'applaudissements. La cérémonie a commencé par l'hymne national du Cameroun. Tous, débout, chantaient en chœur, la main droite sur la poitrine. Ensuite, est arrivé le moment des allocutions. La première est celle du secrétaire général de la communauté camerounaise au Congo. Il a fait un bref rappel historique de la colonie camerounaise au Congo et a évoqué les actions qu'elle mène en faveur des ressortissants camerounais. «En effet, l'arrivée des premiers Camerounais au Congo remonte à plus de cinq décennies. Ils furent, pour la plupart, des commerçants, des fonctionnaires de l'Afrique équatoriale française (A.e.f) et des réfugiés politiques. Plus tard, s'ajoutèrent à eux les élèves et les étudiants, et aussi beaucoup de nos sœurs ayant épousé nos frères congolais. Dans le souci de s'entraider et de faire valoir l'image du Cameroun au Congo, ces compatriotes ont créé, officiellement, le 4 septembre 1979, une association dénommée «Colonie camerounaise au Congo» dont le but est d'aider, matériellement et moralement, les membres, de leur porter conseil et d'arbitrer les litiges qui pourraient survenir entre eux», a-t-il rappelé.

Pour sa part, le chargé d'affaires a exhorté ses compatriotes à respecter les lois et règlements du pays hôte, de se comporter dignement et d'éviter toute attitude qui porterait atteinte à l'image du Cameroun. Il a, également, exhorté ses compatriotes à s'entraider. Le diplomate camerounais s'est aussi dit prêt à mettre la main dans la poche, pour venir en aide à un compatriote en détresse. Il a parlé de son récent séjour à Pointe-Noire où certains problèmes, au niveau de la communauté camerounaise, ont pu être résolus. La cérémonie s'est terminée par un pot convivial.

Pascal-AZAD DOKO



ENVOYEZ ET RECEVEZ

**VOTRE COURRIER – VOTRE COLIS –
VOTRE ARGENT SANS PROBLEME
PAR GX INTERNATIONAL PARCE QUE :
C'EST SUR, RAPIDE ET ECONOMIQUE**

- NOUS ASSURONS DES LIVRAISONS NATIONALES ET INTERNATIONALES
- SECURITE ET CONFIDENTIALITE GARANTIES
- LIVRAISON LE MEME JOUR A DOMICILE, AU BUREAU EN MAINS PROPRES

CONTACTEZ-NOUS :

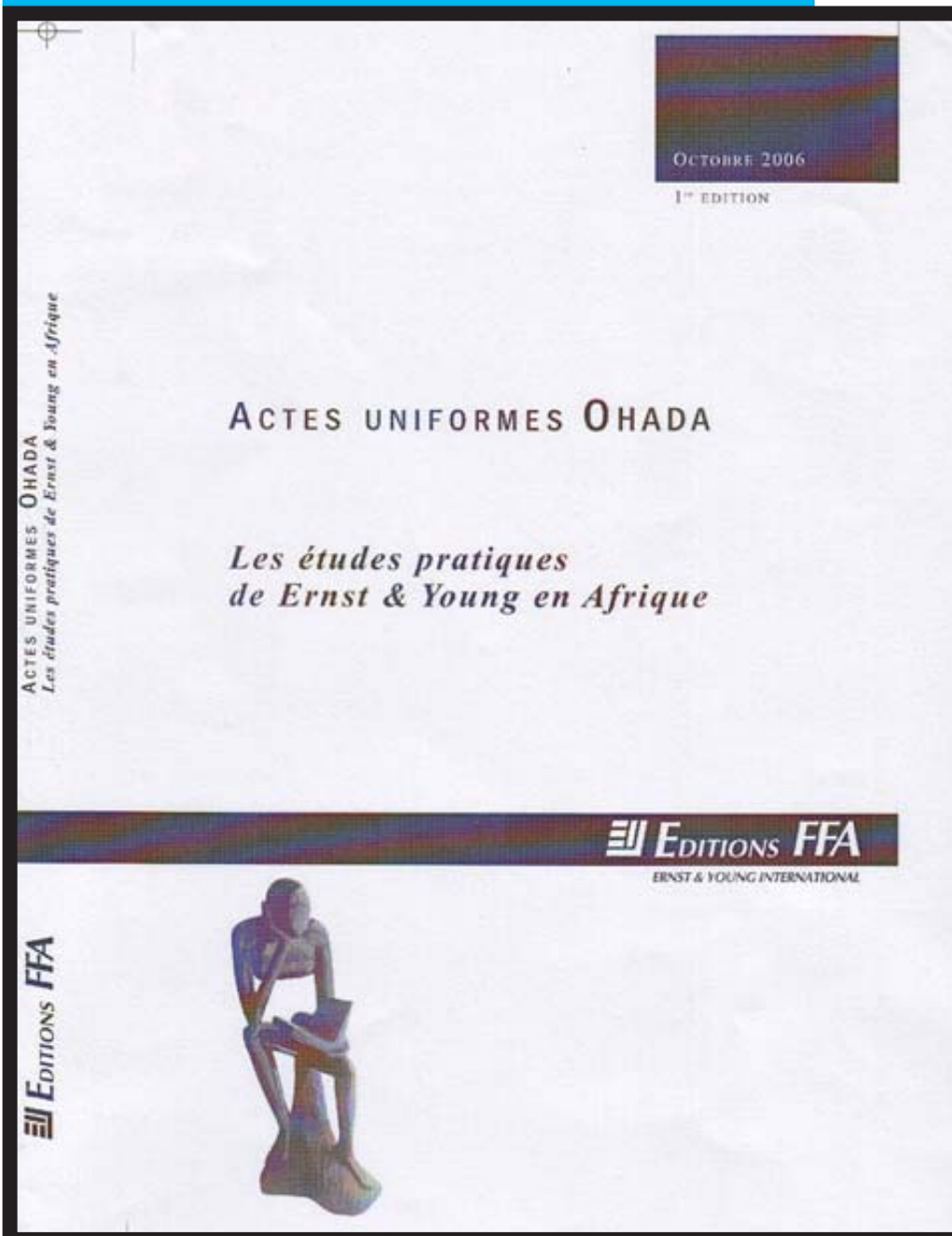
Brazzaville: 28, rue Ankou/croisement
Av. Marien Ngouabi, Talangaï
Aéroport Maya-Maya (vers la sortie des passagers)
010, Av. Foch Face station X-OIL
Mairie Centrale Centre-ville

Pointe-Noire	Rond point Kassai	Tél. : 94.55.89 / 654.18.53
Dolisie	Face Hôtel Bayonne	Tél. : 520.11.03
N'kayi	Route de l'aéroport	Tél. : 565.86.86
Impfondo	Vers le marché Bakanzi	Tél. : 549.71.21
Ouessou	Av. Marien Ngouabi	Tél. : 652.96.47/547.71.28
Oyo	Rond point ex-O.N.P.T	Tél. : 548.91.22/659.59.54
Pokola	Non loin du marché	Tél. : 564.39.04

Quand les affaires riment avec le social, le profit dépasse le bénéfice escompté!

C'est ce secret que nous voulons dévoiler aux Congolais, à qui nous demandons, simplement, de nous faire confiance. Puisque le sucre brésilien raffiné et le riz thaïlandais et indien que nous voulons leur fournir sont d'un prix et d'une qualité incomparables. Pour plus d'informations, contactez Serge Armand Zanzala:

Manager d'African Hall
304 Radford Road, Hyson Green
Nottingham NG7 5GN
Grande Bretagne
Tél/Fax: (0044) 1159786161 / Portable: (0044) 7949022195
E-mail: africanhall@hotmail.com



INFORMATION

Le Cabinet FFA Juridique et Fiscal Congo, Membre de ERNST & YOUNG INTERNATIONAL, a le plaisir de vous informer de la publication de l'ouvrage:

«Actes Uniformes OHADA: Les études pratiques de Ernst & Young en Afrique». Ce livre regroupe, sur 800 pages, près d'une centaine d'études couvrant l'ensemble des Actes Uniformes, actuellement en vigueur.

Ces études, rédigées par les Experts et Avocats des différents Bureaux de ERNST & YOUNG implantés en Afrique et à Paris, présentent un caractère résolument pratique et destinées notamment, aux Professionnels et Praticiens du droit, aux Opérateurs Economiques et aux Universitaires.

Une cérémonie de présentation de l'ouvrage se tiendra, le mercredi 10 janvier 2006, à 16 heures, dans le salon Maya de l'hôtel Le Méridien, de Brazzaville.

Pour toute participation et inscription, veuillez nous contacter par courrier, mail ou téléphone, aux adresses ci-après:

Pointe-Noire: Madame Mireille MAKOSSO

E-mail: mireillemakosso@cg.ey.com

Téléphone: 94 58 39/665 58 58/530 16 23

Brazzaville: Mademoiselle Judith OLLANGHAS

E-mail: armelle-pulchérie.ollanghas@cg.ey.com

Téléphone: 81 17 60/679 89 59/547 99 99

ALLIANCE BIBLIQUE

Maitre Hilaire EKEMI

Notaire

Avenue Paul DOUMER, face CNSS Centre Ville; B.P: 14974; Tél: 51-46-92/575-57-16, Brazzaville, République du Congo. - E-mail: ekemihilaire@yahoo.fr

CHINA CONGO WING WAH PETROCHIMIQUE «S. A»

Au capital de cinquante millions (50.000.000) de F. CFA
Siège social: Pointe-Noire, parcelle n°3 CQ108, Section M, quartier Aéroport, derrière l'Hôtel FLM; B.P: 1103.
République du Congo

INSERTION LEGALE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Hilaire EKEMI, Notaire à Brazzaville, le 1er décembre 2006, il a été constitué, conformément à l'Acte Uniforme portant Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires, une Société Anonyme, dénommée: «CHINA CONGO WING WAH PETROCHIMIQUE» S.A, enregistrée à Brazzaville, aux Domaines et Timbres de Talangaï, en date du 04 décembre 2006, Folio 214/4 - n° 425, déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 05 décembre 2006.

La société a pour objet:

- .Exploration, Développement et Exploitation du pétrole;
- .Import-export des équipements pétroliers;
- .Exploitation et Utilisation des gaz naturels;
- .Vente des produits pétroliers;
- .Raffinerie;

.Exploration, Développement et Exploitation des Sources de Mines.

Et, généralement, toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ci-dessus ou à tous objets

similaires ou connexes qui seraient de nature à favoriser son extension ou son développement, le tout tant au Congo qu'à l'étranger.

Siège social: Pointe-Noire, parcelle n°3 CQ108, Section M, quartier Aéroport, derrière l'Hôtel FLM; B.P: 1103.

Durée de la société: 99 ans

Administrateur général: Monsieur LI GUOPING

Cette société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit mobilier, sous le numéro: C.G.P.N.RCCM 06 B 271, du 05 décembre 2006.

Pour insertion
Le Notaire

Séminaire-atelier de l'Institut vie et paix à Brazzaville

La sécurité humaine, pour une paix durable après les guerres

L'I.v.p (Institut vie et paix), une O.n.g internationale représentée au Congo, a organisé, du 14 au 16 décembre 2006, à l'hôtel le Phoenix, à Brazzaville, un séminaire-atelier sur le thème: «La sécurité humaine et le rôle de la société civile, dans un contexte post-conflit». Ce séminaire a réuni 58 participants venus de différentes institutions nationales et internationales du Congo-Brazzaville et de la République Démocratique du Congo. Il s'est déroulé sous le patronage de Mme Claudette Werleigh, directrice du programme «transformation de conflit» à l'I.v.p, à Uppsala, en Suède, en présence de M. Runo Bergström, chef de mission de l'I.v.p à Brazzaville et M. Séraphin Ngouma, représentant local de l'I.v.p.



Participants et organisateurs posant pour une photo de famille

Les participants sont venus du monde académique, notamment de l'Université Marien Ngouabi, de la chaire Unesco pour la paix et les droits de l'homme de Kinshasa, de l'Université protestante de la RDC, du Grand séminaire Emile Biayenda de Brazzaville, du séminaire protestant, et aussi des confessions religieuses, des O.n.g et associations.



Claudette Werleigh

Ce séminaire-atelier a voulu répondre au besoin urgent d'envisager des actions destinées à promouvoir, à consolider la paix et la réconciliation nationale au Congo-Brazzaville, après les guerres civiles que ce pays a connues dans les années 1993, 1997, 1999 et 2002.

Les travaux se sont déroulés en trois ateliers. Le premier groupe a axé le débat sur le thème: «Comment améliorer l'apprentissage de la culture de paix au Congo?»; le deuxième groupe a travaillé sur la question: «Comment assurer la promotion de la sécurité des populations?», et le troisième groupe a étudié le thème: «Fonction actuelle et rôle de la société civile dans le renforcement de la paix et de la sécurité humaine». Selon les participants, la sécu-

rité humaine recherchée exige la satisfaction de tous les besoins de l'homme, en tant qu'être social et, pour y arriver, la seule stratégie militaire ne suffit pas. La paix durable nécessite une prise de conscience des menaces à la paix, du fait de l'instabilité et du déséquilibre socio-politique, économique, etc. Au cours des travaux, il est apparu que la sécurité humaine doit être considérée comme un entrelacement inextricable d'éléments politiques, économiques, sociaux, scientifiques, culturels, environne-

mentaux, sanitaires, militaires et même spirituels. Ainsi, la sécurité humaine est un processus de mise en œuvre des stratégies tendant à assurer à l'individu, en situation de groupe, son plein développement. Elle revêt cinq aspects: militaire, géopolitique, économique, socioculturel et environnemental.

Dans ce sens, la paix doit être conçue comme le fondement de la solidarité active, morale et intellectuelle entre membres de la société. Elle doit traduire un comportement durable et impliquer l'instauration d'un nouvel ordre stable, plus juste et plus apte à favoriser le développement de la vie des Congolais, leur sécurité et leur protection.

Il a été aussi signifié que dans d'autres pays, la sécurité humaine et la paix ne sont véritablement consolidées que lorsque les racines profondes de la violence et de la guerre qui sont la pauvreté, l'exclusion, les injustices sociales, la dégradation de l'environnement et l'ignorance sont éliminées. Dans une période dite de post-conflit, il ne s'agit pas de

se complaire dans un optimisme et une assurance béats ni dans un pessimisme sombre. Dans la recherche des solutions, les participants ont formulé une série de recommandations, par exemple la vulgarisation de la culture de paix, la formation urgente de la force publique en matière de la culture de paix, le rééquilibrage du budget de l'Etat, en faveur des domaines relevant de la sécurité humaine notamment l'éducation, la santé, les infrastructures de base, le renforcement des prérogatives du ministère des droits humains et des institutions d'appui à la démocratie et l'accélération des programmes de démobilisation, désarmement et réinsertion des ex-combattants.

En tout cas, c'est une grande réflexion qui est sortie de ce séminaire-atelier, reste à savoir si ces grandes idées peuvent être traduites dans la réalité, afin de favoriser la paix et la stabilité dans notre pays trop secoué par des violences politiques.

Philippe BANZ

Hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire

Le bloc d'accouchement et le service gynécologie totalement réhabilités

Le bloc d'accouchement et le service de gynécologie obstétrique de l'Hôpital général Adolphe Sicé, de Pointe-Noire, ont été complètement réaménagés. Les travaux de réhabilitation de ces deux services ont été financés par la société Total E&P Congo, à la suite d'une demande de la direction générale de cet hôpital. Ainsi, mardi 12 décembre 2006, une cérémonie de réception de l'ensemble du complexe remis à neuf a été organisée, après, pratiquement un an de travaux.



Les responsables de Total E&P Congo et de l'hôpital Adolphe Sicé posant pour la postérité.

Ensemble, la direction générale de l'hôpital et la société Total E&P Congo avaient fait l'état des lieux et défini les travaux à effectuer, notamment les fonctionnalités à réaménager. Un Comité Technique a suivi la réalisation concrète du projet. A l'issue des travaux de réhabilitation, qui ont duré un an, c'est un bâtiment à l'aspect tout à fait différent de l'ancien qui se présente aux yeux des Ponténégrins. Les travaux ont consisté en la réfection de l'étanchéité et du carrelage, la remise en état de la plomberie, de la menuiserie, de l'éclairage, du circuit d'oxygène et de la climatisation. Ils ont aussi permis la construction d'un mur de protection, d'une bache à eau et d'une paillasse, etc.

Par ailleurs, le réaménagement de la disposition des différentes pièces a permis de rendre plus fonctionnel l'ensemble du bâtiment. On compte, maintenant, 7 boxes d'accouchement de deux lits chacun, 2 blocs opératoires fonctionnels, avec une salle de réveil, une salle de garde pour les sages femmes, une salle de garde du médecin, un bureau de la surveillante, des toilettes pour le personnel et les patientes et une grande salle pour les femmes en pré-travail.

Actuellement, le bloc d'accouchement et le service de gynécologie obstétrique présentent de meilleures conditions de travail pour le personnel soignant. Et pour les patientes, les conditions de séjour hospitalier ont été très sensiblement améliorées. A l'orée des fêtes de fin d'année, on peut dire que c'est un beau cadeau que Total E & P Congo a fait aux Ponténégrins. La direction générale de l'hôpital Adolphe Sicé, qui s'est engagée à entretenir et à maintenir en bon état, le bâtiment réhabilité, se dit satisfaite du travail réalisé. A cette occasion, M. Bertrand Bonnet, secrétaire général de Total E & P Congo, a expliqué le sens de l'engagement de la société pétrolière, dans ce projet: «L'implication de Total E & P Congo dans ce projet trouve sa légitimité dans la politique de développement durable dans laquelle la société est résolument engagée, et en l'occurrence sur l'axe mère/enfant, en vue, notamment, d'améliorer les conditions de travail du personnel, pour une meilleure prise en charge des malades» a-t-il dit.

Ainsi donc, afin d'inscrire, dans la durée, cette action, M. Bertrand Bonnet a souhaité que soient, périodiquement, communiqués à sa société, les principaux indicateurs qui pilotent l'action de l'hôpital au quotidien. Ce qui permettrait d'évaluer l'impact de l'engagement de la société pétrolière au Congo sur cet axe de santé, qui est au cœur de son programme de développement durable.

Mais déjà, on peut affirmer que la réhabilitation du bloc d'accouchement du service de gynécologie obstétrique de cet hôpital était nécessaire et très attendu. C'est la structure qui accueille le plus grand nombre de femmes pour accoucher. Les statistiques présentent environ 350 à 500 accouchements par mois, pour une variante de 20 à 30 accouchements en 24 heures.

Jean BANZOUZI MALONGA

Association S.o.s-Femmes

Don aux enfants des familles sinistrées par les érosions et inondations à Talangai

L'Association S.o.s-Femmes, que dirige Mme Annie Félicité Ndenguet, a remis des dons en nature, aux enfants des familles sinistrées par les érosions et les inondations, dans l'arrondissement 6 Talangai, à Brazzaville. La cérémonie de remise de ce don a eu lieu samedi 9 décembre 2006, en présence de Mme Anastasie Ossa Ngatsama, secrétaire générale de la mairie de Talangai, du président du quartier 68, M. André Mbola, d'un échantillon d'enfants sur les 82 sélectionnés, et de quelques parents. C'est Mme Marie Odette Elemba, vice-présidente de l'Association S.o.s-Femmes, qui a conduit la délégation de cette association à cette cérémonie.



Mme Annie Félicité Ndenguet qu'Africain, quand vous êtes éprouvé par un événement douloureux et qu'un ami ou un voisin vous assiste, c'est qu'il a une considération particulière pour vous». La jeune fille Carrelle Oloki, élève en classe de C.m.2, à l'école A.A Neto, une des bénéficiaires parmi les enfants, n'a eu que ces modestes paroles à l'endroit des donateurs: «Merci beaucoup à Madame la présidente de l'Association S.o.s-Femmes,

pour m'avoir donné une robe, pour bien passer la fête de Noël».

Quant à la vice-présidente de l'Association S.o.s-Femmes, Mme Marie Odette Elemba, elle a déclaré: «L'arrondissement 6 Talangai abrite notre siège, dans la rue Lampama, en face de la station service Texaco. C'est avec beaucoup de chagrin que nous avons appris ce qui s'est passé dans l'arrondissement. Voilà pourquoi nous sommes venues porter secours à ces familles sinistrées, mais surtout aux enfants qui s'apprentent à passer leur fête de Noël. Et pour que ces enfants ne soient pas tristes, parce que les parents ont tout perdu, nous avons jugé utile de leur faire ce geste. Nous demandons à nos populations de ne plus se hasarder à acheter, désormais, des parcelles sur n'importe quel terrain». Signalons qu'après Talangai, l'Association S.o.s-Femmes se rendra à Mfilou, pour faire le même geste, aux enfants des familles sinistrées de cet arrondissement.

Pascal NGALIBO-YALA

Comme on le sait, les pluies qui se sont abattues, depuis le mois d'octobre, dans la capitale, Brazzaville, ont apporté leur cortège de malheurs. De nombreuses familles ont perdu leurs biens et parfois même leurs maisons, à cause des inondations, des érosions et de l'ensablement. Quelques initiatives de solidarité sont prises en leur faveur.

Ainsi, l'Association S.o.s-Femme s'est alignée parmi les organisations qui ont déjà apporté leur secours à ces familles. Le quartier 68 compte près de 6000 habitants. 92 familles sont affectées, dans ce quartier. Au total, 125 enfants

ont reçu le don de l'Association S.o.s-Femme, à raison d'un enfant par famille. Ce don était constitué d'habits (robes, chemises et pantalons), de jouets, de ballons et de produits pharmaceutiques (vermifuges, anti-palustres, anti-diarrhéiques, anti-biotiques, etc).

En réceptionnant ce don, au nom de l'administrateur-maire de Talangai, Mme Anastasie Ossa Ngatsama a dit: «C'est avec un cœur couvert de joie que nous recevons ce don de la part de l'Association S.o.s-Femme. Nous disons un grand merci à nos soeurs de S.o.s-Femme. Un grand merci, parce que, chez nous, en tant

S.c.p.t (Société congolaise des pétroles: Texaco 5 Etoiles)

Enfin l'ouverture technique de la station service 31 décembre 1969

Le directeur général de la S.c.p.t (Société congolaise des pétroles:Texaco 5 Etoiles), filiale de Chevron, M. Donald Emerant, a procédé, vendredi 8 décembre 2006, à l'ouverture technique de la station service 31 décembre 1969, à Brazzaville. La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme Aurore Gnali Gomes, Responsable administrative à Texaco, du gérant de ladite station, M. Jean Fabien Bakote, de M. Daniel Late, maître d'ouvrage et spécialiste en maintenance et construction, des automobilistes et d'autres usagers.

Située au centre ville de Brazzaville, en face du Ministère de l'économie, des finances et du budget, la station 31 décembre 1969 de Brazzaville est, complètement, modernisée. Elle est équipée de matériel flambant neuf, de deux

avons, également, le supprimeur de distribution qui est la dernière technologie qui illustre bien la volonté de Texaco de lutter contre la pollution de l'environnement. Les produits sont bien stockés dans les citernes à double paroi, ce qui est l'une des dernières technologies



Donald Emerant remettant en cadeau un sac à main au responsable de l'entreprise qui a réalisé les travaux de construction de la nouvelle station.

drir les tensions. C'est pour cette raison que nous avons demandé au gérant de recruter les jeunes filles que vous voyez-là. Elles vont, désormais, servir, aux côtés des hommes, nos clients, pour l'intérêt de nos communautés. On peut dire qu'avec la présence de ces jeunes dames, l'Etoile de Texaco brillera toujours et ce, pour le grand bonheur des Brazzavillois».

Souriants et dans une euphorie circonstancielle, les automobilistes ont pris d'assaut la piste de vente de la station service 31 décembre 1969, pour être servis les premiers. Ils ont, par ailleurs, salué



Donald Emerant et Jean Fabien Bakote.

bâtiments commerciaux, de deux bâtiments techniques où se trouve le groupe électrogène, un compresseur, une machine à laver et un bac à eau. Elle dispose d'une vaste piste de vente, avec deux entrées principales et deux sorties. Des bureaux qui répondent aux exigences modernes ainsi que des toilettes pour les usagers.

Parlant des équipements techniques, M. Daniel Late a déclaré: «Nous avons des pompes immergées avec le système quarto. Ce sont des pompes qui sont plongées, directement, dans la citerne. Avec cette technologie, les clients sont épargnés du bruit du moteur et de l'odeur du carburant sous l'ilot de vente. En ce qui concerne la sécurité, nous avons des boîtes caisses qui empêchent les vapeurs du carburant stocké dans ces pièces d'arriver jusqu'à la salle commerciale. Nous

en matière de lutte contre les infiltrations souterraines des produits pétrolier».

Dans une atmosphère ouatée et une ambiance bon enfant, les automobilistes (chauffeurs de taxi, de minibus et autres particuliers) ont bénéficié, gracieusement, de 5 litres de carburant servis par M. Donald Emerant, en signe de remerciement à ses fidèles clients qui ont fait preuve de patience. «Je remercie la communauté congolaise, en général, et celle de Brazzaville, en particulier, pour avoir patienté un peu, pour avoir attendu la venue de Texaco, ici, au Congo. Comme vous le savez, Texaco est implanté dans 180 pays du monde entier. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de procéder à l'ouverture technique de la station 31 décembre 1969, en octroyant, gratuitement, 5 litres à tous les clients de la journée et autres usagers. Nous voulons être partout où la population a besoin de nous. Cependant, nous ne voulons pas être

dans un pays n'importe comment. La sécurité des installations et des Hommes étant notre priorité numéro un, avant toute chose, nous devons remplir ou réunir toutes les procédures internationales, pour travailler selon notre vision. Les travaux de la station que voici ont duré près d'un an. Parce qu'il nous fallait faire venir les équipements de la dernière technologie. Ces équipements proviennent, donc, de l'Italie, des Etats-Unis et des pays européens. Depuis janvier 2006, beaucoup de ces équipements ont traîné à Pointe-Noire, à cause des difficultés liées au transport sur le C.f.c.o. (Chemin de fer Congo océan)», a déclaré M. Donald Emerant.

S'adressant, une fois de plus, à l'assistance et aux automobilistes, le Directeur général de Texaco a dit: «Vous êtes, désormais, membre de la famille Texaco qui est une filière de Chevron. Elle est la plus grande société pétrolière, ici au



Jean Fabien Bakote servant un client, sous le regard de Donald Emerant.



Des minibus bénéficiant de cinq litres gratuits.

Congo. Et c'est une société américaine qui a accepté d'emmener toute cette technologie en Afrique et au Congo Brazzaville»

La station service 31 décembre 1969, c'est aussi la présence des jeunes filles sur les lieux de vente appelés «préposées à la vente», selon le jargon de Texaco (pompières dans l'ancienne appellation). Face à cette préoccu-

tion, Mme Aurore Gnali Gomes s'est expliquée en ces termes: «A la Texaco, nous sommes pour l'équité genre. Nous savons que les femmes ont autant d'atouts et de compétences que les hommes. Vous voyez dans cet environnement ouvert, bruyant, parfois austère quand il y a des pénuries, les sourires de ces belles dames vont, certainement, amoin-

l'ouverture de cette station-service qui manquait dans la zone, pour offrir aux automobilistes et aux motocyclistes, toutes les ressources nécessaires à la bonne marche de leur véhicule.

Texaco 5 Etoiles, la quantité accompagne toujours la qualité.

Noël 2006: Message du Mouvement pour la vie

L'enfant est un don précieux pour les parents

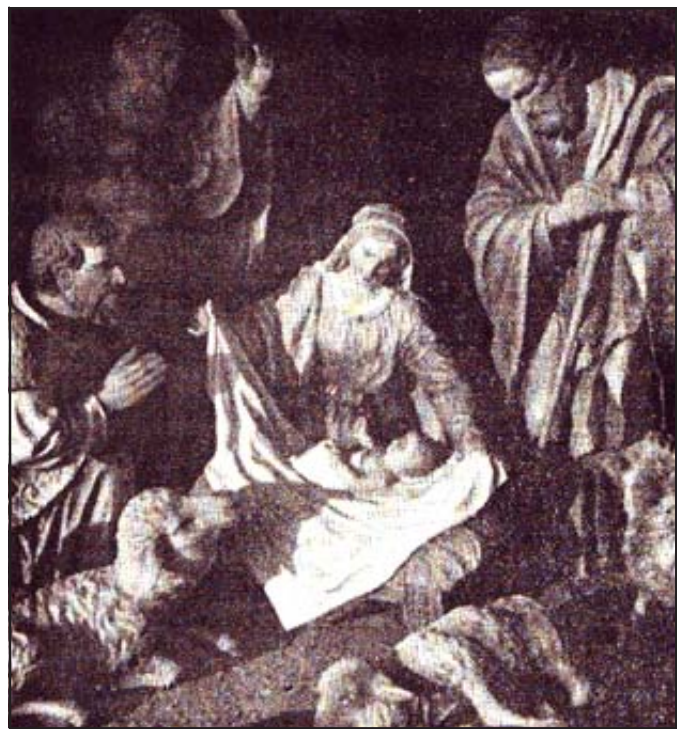
L'enfant, pour les parents, est un lieu de rêves. Les adultes, le rêve médecin, avocat, président, évêque, pilote...

Pour réaliser ces rêves, les géniteurs, parfois, se sacrifient beaucoup. Beaucoup de pères font des heures supplémentaires de travail pour y arriver.

Beaucoup de femmes prennent une grande joie à s'occuper de leurs enfants, les laver, les soigner, les conduire à l'école, parler avec eux, rire, jouer avec les petits. La maison est illuminée de leur présence (les rires, le jeu, les commentaires devant la télé, les câlins... Et quoi dire de la prière des enfants? Elle perce les nuages et va droit jusqu'au cœur de Dieu. Car beaucoup de mamans font elles-mêmes le précaté, l'initiation à la foi. Elles savent bien que leurs paroles sont gravées dans le cœur de l'enfant à jamais.

La mère Africaine est belle et digne avec son bébé au dos. Elle le berce en dansant. Ça crée un contact physique tellement fort... Mais il y a d'autres qui ont perdu la capacité de rêve.

C'est l'argent qui fait rêver les adultes. L'enfant est lancé dans la rue à la recherche de l'argent facile, sale.



- quand nous traitons nos enfants de sorciers;

- quand les mères forcent leurs filles, de 10 à 12 ans, à se prostituer, à aller dans les hôtels pour assurer le bien-être de la famille;

- quand les mamans poussent les filles à l'avortement, sous prétexte «d'enfant non désiré», «bébé enco-

mbrant», «l'enfant c'est une charge»;

- quand un pays secrète le peuplement des enfants de la rue qui prolifèrent un peu partout;

- quand nos enfants sont dans les bandes de gangs;

gubres; - quand ils vont dormir sur les tombes de nos cimetières, etc. Nous déduisons que notre société est malade.

- Mais jusqu'à quand? - Avons-nous choisi de nous suicider en tuant nos enfants? Dis-moi, comment tu traites tes enfants et je te dirai qui tu es? Pour Noël, aurions-nous un geste à poser en faveur d'un enfant malheureux, encombrant, sale. Soi-disant...? Est-ce que la naissance de l'Enfant a libéré, en nous cette joie messianique qui donne un sens plénier à toute naissance humaine?

Réfléchissons

Faisons un petit quelque chose dans ce sens... allons un peu plus loin dans l'amour, la justice et le respect de nos propres enfants... au nom de Jésus qui nous a laissé sa place aujourd'hui pour que rien de Lui ne s'efface.

Joyeux Noël à nos enfants, que la claire lumière de Jésus-enfant brille sur nous, sur eux, tout le long de 2007!

Les Yayas du Mouvement pour la vie

Noël: Nativité du Seigneur

Grandeur et fragilité se rencontrent

Textes:

Nuit: Is 9, 1-6; Tt 2, 11-14; Lc 2, 1-14

Jour: Is 52, 7-10; He 1, 1-6; Jn 1, 1-18

Chers frères et sœurs,

La contemplation est, sans doute, l'attitude qu'il faut adopter devant l'Enfant-Jésus, image du Dieu invisible, expression du silence éternel de Dieu. La contemplation est une démarche qui nous fait sortir et décentrer de nous-mêmes pour écouter Dieu qui nous parle dans le silence. Contempler, c'est pour ainsi dire écouter le silence de Dieu. Le Verbe éternel (qui n'a ni commencement ni fin), la Parole de Dieu se fait enfant, c'est-à-dire celui qui ne parle pas: en l'Enfant-Jésus, grandeur et fragilité se rencontrent, parole et silence s'embrassent. Une parole pleine de force est une parole qui provient du silence, et qui exprime le silence. Ceci n'est vrai que lorsque ce silence n'est pas vide et absence, mais plénitude et présence; lorsqu'il n'est pas le silence humain de l'embarras, de la honte et de la culpabilité, mais le silence divin, riche d'amour. De son silence éternel, Dieu a exprimé le Verbe, et par ce Verbe, il a créé et recréé le monde. Au commencement, Dieu a créé le monde par sa Parole. Dans cette œuvre de création, le Verbe ne rompt pas le silence de Dieu, mais, il déploie l'incommensurable richesse de son silence, silence qui vient s'exprimer dans le visage de l'enfant de Bethléem. Jésus naît à Bethléem, berceau de la maison de David, comme pour souligner son enracinement humain dans cette tribu. Bethléem, qui veut dire «la maison du pain», est tout un symbole pour celui qui se fera Pain pour notre Vie. Bethléem, ville encombrée où Marie ne trouve qu'une étable, une mangeoire d'animaux, pour donner à Jésus, en guise de berceau. A Bethléem, Jésus est petit et pauvre: tel est le grain semé pour rétablir nos liens d'amour avec le Père. Aimer, c'est s'abaisser, c'est se rendre fragile, afin de faire vivre ceux que l'on aime; aimer, c'est accepter d'être vulnérable. Jésus est le grain semé comme signe, pour nous rappelle, sans cesse, que Dieu se révèle dans nos vies, à travers ce qui est fragile et négligeable, là où nous ne l'attendons pas. Le Fils de Dieu prend chair parmi les pauvres du peuple juif, ceux à qui la société assigne une place subalterne. De la sorte, le Verbe qui s'incarne en Jésus se rend présent à partir des absents de l'histoire, de ceux qui ne sont pas les dominateurs, les grands, les bien vus. Dieu s'incarne et se fait présent dans l'histoire, mais en s'identifiant aux pauvres du monde, il cache, en eux, son visage et son action. Se présenter dans une pauvreté d'exilé sans logis, c'est interrompre la cohérence d'une société basée sur la recherche du profit, c'est percer cette logique sans s'y ordonner. Une telle ouverture, de toute évidence, ne peut être que humble. Mais l'apparition de cette humilité, dans la texture du monde, est précisément le lieu de la proximité de Dieu. C'est dans l'humilité que Dieu se manifeste dans le monde. L'Incarnation en Jésus est, pour ainsi dire, la récapitulation de l'abaissement de Dieu qui conteste la hiérarchie sociale, jusqu'à devenir chair d'une Parole, à la fois exposée et répondant de l'humanité de l'humain, coextensive à sa misère et à ses violences: abaissement de Dieu inscrit dans sa Parole faite chair, parmi les pauvres. Dieu se présente, ainsi, comme assumant l'ambiguïté du plus petit, telle une grandeur. Les bergers, éveillés dans la nuit, présents à leur travail, reconnaissent le signe du Seigneur, à travers la proclamation de la Bonne Nouvelle par les anges. Chaque jour, où la vie d'un être humain commence, est pareil à la première minute de la Création. Mais, toutes les naissances n'ont pas la même signification. Jésus, l'enfant né, aujourd'hui, est notre Sauveur. Avons-nous un cœur éveillé, attentif aux signes du Seigneur?

Fr. Claver BOUNDJA, o.p.

(RD Congo) Commission épiscopale pour les Affaires juridiques de la Conférence épiscopale nationale du Congo

L'abbé Félicien Mwanama Galumbulula nommé premier secrétaire

Voulue et conçue depuis 2004, la Commission épiscopale pour les Affaires juridiques (Ceaj) est devenue opérationnelle, depuis le 11 septembre 2006, date à laquelle son premier secrétaire, Monsieur l'abbé Félicien Mwanama Galumbulula, est entré en fonction.

Composée de quatre évêques dont un président, Mgr Valentin Masengo Nkinda, et trois évêques membres, tous élus par l'Assemblée plénière, pour un mandat de quatre ans renouvelable, une fois, la Ceaj dispose, donc, à présent, d'un secrétariat effectif assuré par le secrétaire susmentionné,

nommé par le Comité Permanent pour un mandat de trois ans renouvelable deux fois. La Cenco, dans le texte constitutif de cette nouvelle commission, lui assigne l'objectif global ci-après: *Traiter tous les problèmes d'ordre juridique tant ecclésiastique que civil concernant la marche et le fonctionnement de l'Eglise-famille de Dieu, en RDC.* A cet effet, la CEAJ est chargée spécialement de:

a) *promouvoir la connaissance et l'application du droit tant ecclésiastique que civil, par la tenue des sessions de formation, des conférences, des publications et par des émis-*

sions radiophoniques et télévisées.

b) *rappeler aux pasteurs et aux membres du peuple de Dieu leurs droits et leurs obligations, en tant que fidèles du Christ et citoyens congolais.*

c) *recevoir les doléances et aider à trouver des solutions, conformément au droit pour les problèmes qui se poseraient entre: les membres de l'Eglise entre eux, notamment entre les diocèses; les diocèses et les Instituts de vie consacrée et les Sociétés de vie apostolique; au sein même desdits Instituts et Sociétés, d'une part, et entre les Institutions de l'Eglise et l'Etat ainsi que les sociétés paraétatiques, d'autre part.*

d) *aider les autorités compétentes (évêques, supérieurs majeurs) dans la prise des décisions, afin d'éviter des vices de procédure ou des cas de vide juridique.*

e) *être à la disposition de l'Eglise pour l'élaboration des documents juridiques, notamment des statuts, des constitutions, des règlements intérieurs, des conventions, etc. Comme il est aisé de le remarquer, les tâches de la Ceaj s'inscrivent dans les objectifs de la mission évangélisatrice de l'Eglise en R.D. Congo. En effet, l'entrée en démocratie de notre pays suscitera, sans nul doute, une majeure attention aux questions de droit, tant dans la communauté ecclésiastique que dans la société civile. Il est donc normal que l'Eglise en R.D. Congo se dote de cette instance technique, pour l'aider de ses conseils et de ses avis.*

NECROLOGIE



Les enfants SOBI ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père SOBI Joseph, ancien agent de la BDEAC. Décès survenu le 19 décembre 2006, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au 108 bis, rue Père Dréan, à Bacongo, vers l'Ecole primaire des Cinq Chemins. Paix à son âme!

Diocèse de Ouessou

Ordinations sacerdotale du diacre Vianney Roch Delango

Le Révérend Père Yves Monot, Administrateur apostolique du diocèse de Ouessou, les prêtres, les communautés religieuses, les paroisses de la Sangha, sont heureux de vous annoncer que son Excellence Monseigneur Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala, président de la Conférence épiscopale du Congo, ordonnera prêtre, pour le diocèse de Ouessou, le diacre Vianney Roch Delango, samedi 6 janvier 2007, en la cathédrale Saint-Pierre Claver de Ouessou.

Monsieur l'abbé Vianney y célébrera sa première messe, dimanche 7 janvier 2007, en la fête de l'Epiphanie. Cette annonce tient lieu de publication de bans.

Le diocèse de Ouessou et son Administrateur

Pour votre soutien à l'organisation de cette ordination, merci!
- contacts: - évêché (Père Yves Monot): 543 66 14
- cathédrale (Abbé Daniel Nzika): 531 76 61
- comptes: LCB/Bville 110 008 - 1002/23
- «Diocèse de Ouessou» LCB/Ouessou 110 008 - 9001/14
et l'agence Maouene, à Ouessou.

Message de la Journée mondiale de la Paix

«La personne humaine, cœur de la paix»

La Journée mondiale de la Paix, le 1^{er} janvier 2007, aura pour thème: «La personne humaine, cœur de la paix». Le message de Benoît XVI, pour cette occasion, a été présenté, au Vatican, mardi 12 décembre, lors d'une conférence de presse, par le cardinal Renato Raffaele Martino, président du conseil pontifical Justice et Paix. Vont intervenir, aussi, Mgr Giampaolo Crepaldi, secrétaire du même conseil pontifical. Le message est diffusé, en français, en italien, en anglais, en allemand, en espagnol et en portugais.

REPUBLIQUE DU CONGO

.....
CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT
 B.P. : 2459 Brazzaville Tél : (242) 624 70 00
 Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr

PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU PASSAGE A L'ECHELLE de la PREVENTION ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DU VIH/SIDA (PADEPP)
Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme

Brazzaville, le 18 décembre 2006

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA (SEP/CNLS) recrute un (1) Assistant administratif de l'Unité de Gestion du Projet, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'Echelle de la Prévention et de la prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP), Financé par le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme.

Titre du poste: Assistant administratif de l'Unité de Gestion
Lieu d'affectation: Brazzaville

Durée du contrat: 1 an renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2007

Rémunération: La rémunération sera fixée sur la base des qualifications et de l'expérience du candidat

Description des tâches: Sous l'autorité du Secrétaire Exécutif et la supervision du Chef d'Equipe du PADEPP, l'Assistant Administratif de l'Unité de Gestion aura pour tâches de:

Au titre de la gestion administrative de l'unité de gestion PADEPP:

- Superviser le personnel de soutien dans la gestion administrative du projet;
- Suivre les dossiers à tous les niveaux

Au titre de la gestion du patrimoine mis à la disposition du projet:

- Organiser et contrôler les achats ;
- Effectuer le suivi des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition du projet ;
- Effectuer le suivi des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition des entités autres que le projet.

- Élaborer et mettre à jour le tableau de bord de la mobilisation des ressources pour le financement du plan d'action PADEPP;
- Contribuer à la programmation des activités du PADEPP;
- Assister les missions d'appui du PADEPP;
- Contribuer à la préparation des rapports hebdomadaires du chef d'équipe PADEPP;
- Contribuer à la préparation des rapports d'activités trimestriels;
- Gérer la trésorerie en conformité avec le budget exécutoire.

Condition de candidature

Compétence technique :

Niveau d'étude : Bac + 3 en Comptabilité, Gestion, administration des entreprises ou diplôme équivalent

Expérience exigée : 5 ans d'expérience dans le domaine de la gestion administrative-

Spécificité : Bonne expression orale et écrite en français et anglais Capacité de rédaction et d'organisation de réunions Bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel) et d'Internet

Personnalité : Travail en équipe, ouverture à la technologie, méthodique, rigoureux.

Critères de sélection

1. Qualification générale du candidat (diplômes): 40 points
2. Expérience professionnelle: 30 points
3. Qualification spécifiques au poste;
 - 3.1- Expérience dans la mobilisation et la lutte contre le VIH/SIDA avec les ONG ou les OBC national et internationale: 10 points

- 3.2- Maîtrise de l'outil informatique: 20 points
4. capacité de management: 10 points

Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:

1. Une demande manuscrite;
2. Une lettre de motivation pour le poste;
3. Un curriculum vitae avec attestation des diplômes obtenus;
4. Un casier judiciaire;
5. Un certificat de nationalité;
7. Une copie d'acte de naissance;
8. Un certificat médical.

Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés au plus tard le 26 décembre 2006 à 14 h 00, sous pli fermé à l'adresse suivante, avec la mention «Avis de vacances de poste pour le recrutement de l'Assistant Administratif de l'unité de gestion»

Conseil National de Lutte contre le SIDA
 Secrétariat Exécutif Permanent
 Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCE
 Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET), non loin du
 CEG NGANGA Edouard
 BP: 2459 Brazzaville
 Tél.: (242) 6631559/6247000
 E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

La Secrétaire Exécutive
 Dr Marie Francke PURUEHNCE

REPUBLIQUE DU CONGO

.....
CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT
 B.P. : 2459 Brazzaville Tél : (242) 624 70 00
 Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr

PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU PASSAGE A L'ECHELLE de la PREVENTION ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DU VIH/SIDA (PADEPP)
Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme

Brazzaville, le 18 décembre 2006

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA (SEP/CNLS) recrute un (1) Comptable de l'unité de Gestion du Projet, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'Echelle de la Prévention et de la prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP), Financé par le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme.

Titre du poste: Comptable
Lieu d'affectation: Brazzaville

Durée du contrat: 1 an renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2007

Rémunération: La rémunération sera fixée sur la base des qualifications et de l'expérience du candidat

Description des tâches:

Sous l'autorité du Secrétaire Exécutif du SEP/CNLS et la supervision du chef d'équipe du PADEPP, le Comptable de l'unité de gestion du Projet aura pour tâches de:

Au titre de la gestion comptable: Contribuer à:
 - Effectuer les travaux d'imputation et d'enregistrement des pièces comptables;

- Effectuer la tenue des livres comptables obligatoires;
- Réaliser, vérifier les opérations comptables et analyser les comptes ;
- Produire les documents comptables obligatoires ;
- Produire toute information comptable demandée par le responsable de l'UGF ;
- Identifier les dépenses nécessaires et les soumettre au responsable de l'UGF ;
- Établir les reporting mensuels ;
- Établir le rapport de Suivi Financier trimestriel;
- Participer à l'établissement des demandes de décaissement ;
- Établir les états financiers annuels ;
- Vérifier les états de rapprochement bancaires ;
- Assurer l'archivage, la sauvegarde, le classement des documents et supports comptables. Assurer la saisie des données comptables et financières

Au titre du contrôle de gestion: Contribuer à:

- Participer à l'élaboration du budget de l'UGF et du PADEPP
- Participer à l'ensemble du processus budgétaire
- Participer au processus de contrôle budgétaire

Au titre de l'assistance à la gestion de l'UGF: Contribuer à:

- Participer à l'animation de l'UGF
- Au titre du manuel des procédures: Contribuer à:

- Participer à la formation des acteurs à l'utilisation du manuel des procédures
- Proposer toute amélioration des procédures comptables (plan comptable inclus)
- Mettre en place les sécurités
- Participer à la mise à jour du manuel

Au titre de la gestion du système informatique Contribuer à:

- Former le personnel à l'utilisation des logiciels
- Mettre en place les sécurités informatiques comptables et financières
- Déterminer les contrats de maintenance et de mise à jour des logiciels
- comptables et financiers
- Définir les besoins des utilisateurs ;
- Mettre en place le logiciel de gestion
- Mettre en place le logiciel de la base de données prestataires
- Mettre en place la base de données fournisseurs / consultants
- Valider les paramétrages

Conditions de candidature

Compétences techniques :

Compétence technique:

Niveau d'étude: BTS en Comptabilité ou diplôme universitaire équivalent

Expérience exigée : 2 ans de pratique comptable

Spécificité : Expérience souhaitée en cabinet d'expertise comptable ou d'audit ou dans un projet ou programme. Connaissances en Informatique (bureautique et logiciels spécifiques

de gestion comptable et financière). Maîtrise de la langue française.

Connaissances de la langue anglaise.
Personnalité: Esprit d'analyse, dynamique et méthodique.

Critère de sélection 1. Qualification générale du candidat (diplômes): 40 points

2. Expérience professionnelle: 30 points

3. Qualification spécifiques au poste;

3.1- Expérience dans la mobilisation et la lutte contre le VIH/SIDA avec les ONG ou les OBC national et internationale: 10 points

3.2- Maîtrise de l'outil informatique: 20 points

4. capacité de management: 10 points

Composition du dossier de candidature Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:

1. Une demande manuscrite;
2. Une lettre de motivation pour le poste;
3. Un curriculum vitae avec attestation des diplômes obtenus;
4. Un casier judiciaire;
5. Un certificat de nationalité;
7. Une copie d'acte de naissance;
8. Un certificat médical.

Dépôt du dossier de candidature Les dossiers de candidature doivent être adressés au plus tard le 26 décembre 2006 à 14 h 00, sous pli fermé à l'adresse suivante, avec la mention «Avis de vacances de poste pour le recrutement du Comptable de l'unité de gestion».

Conseil National de Lutte contre le SIDA
 Secrétariat Exécutif Permanent
 Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCE
 Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET), non loin du CEG NGANGA Edouard
 BP: 2459 Brazzaville
 Tél.: (242) 6631559/6247000
 E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

La Secrétaire Exécutive
 Dr Marie Francke PURUEHNCE

Journée mondiale de lutte contre le sida

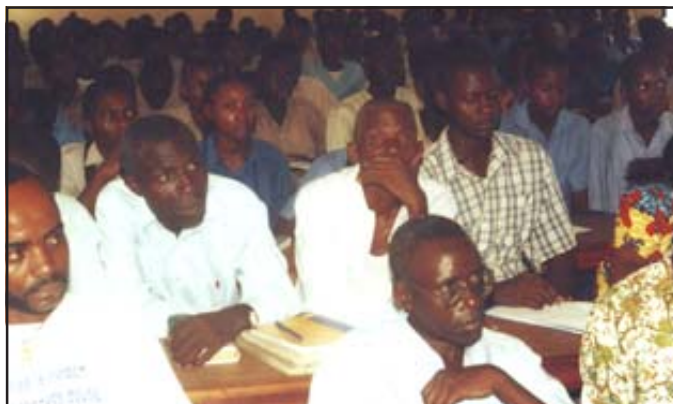
Intensifier la lutte contre le V.i.h-sida en milieu scolaire

Le 1er décembre 2006, l'humanité entière a célébré la Journée mondiale de lutte contre le sida. A cette occasion, le M.e.e.c (Mouvement des élèves et étudiants du Congo), du département de Brazzaville, que dirige M. Etou Fele Bob, a organisé, lundi 4 décembre 2006, au Lycée technique industriel du 1er mai, à Brazzaville, une campagne de sensibilisation, d'information et d'éducation, à l'endroit des élèves des différents collèges et lycées de Brazzaville, sur le thème: «Comment éviter le Vih-sida en milieu scolaire».

Cette campagne de sensibilisation en milieu scolaire rentre dans le cadre des activités que mène cette organisation, en vue d'épargner aux élèves tous les risques que comporte cette pandémie sévissant à travers le monde. Cette campagne, qui a été rehaussée de la présence du directeur départemental de l'enseignement technique et professionnel de Brazzaville, M. Jean Richard Mounquenet, a connu la participation de près de 300 élèves venus des collèges et Lycées de Brazzaville, à raison de dix élèves par établissement.

Au regard de l'aggravation de l'état de santé des populations et surtout des jeunes, face à l'avancée spectaculaire du sida, l'orateur a dit que devant une telle menace, il faut agir, pour tenter de freiner l'évolution rapide de la pandémie, afin de diminuer le désastre qu'elle cause. Mais, pour être à l'abri de la propagation de ce virus, il faut mettre à la por-

tée des jeunes suffisamment d'informations. Toutefois, le meilleur moyen de se protéger reste la prudence avec le ou la partenaire. Car, cette pandémie, loin d'être «ce syndrome imaginaire pour décourager les amoureux», comme on le disait, hier, est bel et bien une réalité. Il tue et devient un réel problème qui dépasse le cadre sanitaire. Comme aucun médicament n'est trouvé à ce jour pour guérir les personnes atteintes du sida, il n'y a que la sensibilisation, l'information et l'éducation qui peuvent changer nos mentalités et comportements sexuels. Par ailleurs, le sida peut être évité depuis la cellule familiale, en connaissant le statut sérologique du partenaire et en adoptant un comportement nouveau. «Pour votre gouverne, le milieu scolaire est très touché par ce fléau, tenez: à l'école primaire 4% des élèves sont atteints du sida; au collège: 4,8%; au Lycée: 3%, à l'Université: 2,5%, dans les écoles professionnelles 30%



Les élèves et encadreurs suivant attentivement les conseils.

sont touchés. Ces statistiques ne sont pas des chiffres hasardeux; elles vous sont communiquées pour qu'ensemble nous prenions conscience», a fait savoir l'orateur, Alain Parfait Nombo.

Dans son allocution de circonstance, M. Etou Fele Bob a déclaré que «l'heure n'est plus à scander les devises du genre «oyé, oyé». Mais, il nous revient, à nous tous, de prendre nos responsabilités et de sensibiliser les élèves sur les risques de cette pandémie. Chaque année, le taux de pourcentage des personnes atteintes du Vih-sida ne fait que s'accroître avec 3 millions de séropositives. C'est pour cela, que le M.e.e.c demande aux élèves d'être prudents dans leur vie sexuelle. Se livrer à la débauche, avec des

professeurs indignes, pour avoir les meilleures notes, conduit à la mort. Et, surtout, lorsqu'on sait que le prix élevé des droits scolaires entraîne les élèves moyens à livrer leur corps aux individus malsains. A cela s'ajoute, aussi, le comportement des parents qui ne savent plus prendre leur responsabilité. On constate que sur 100% d'élèves, 70% sont abandonnés par les parents, avec pour corollaire, les conditions de vie médiocres. Le M.e.e.c invite, donc, les pouvoirs publics à insérer dans les établissements scolaires des cours de pédagogie sur le V.i.h-sida, et à mettre sur le marché les antirétroviraux à moindre coût.»

Pascal BIOZI KIMINOU

So.tel.co (Société des télécommunications du Congo)

La nouvelle convention ne lèse aucun ancien travailleur

Cinéma Vog. Le 29 novembre 2006, l'administrateur général de Sotelco, Serge René Blanchard Oba, a entretenu les travailleurs de son entreprise au sujet de la nouvelle la convention régissant la So.tel.co (Société des télécommunications du Congo) en remplacement de la vieille qui s'appliquait à l'O.n.p.t (Office national des postes et télécommunications).



René Serge Blanchard Oba

Avec l'éclatement de l'O.n.p.t en deux entreprises: So.tel.co et So.p.e.co (Société des postes et d'épargne du Congo), la So.tel.co se devait d'avoir une nouvelle convention, eu égard à son nouveau statut: la convention des entreprises des télécommunications. Au cours de la séance d'entretien, l'administrateur

général de So.tel.co a réaffirmé que les travailleurs sont dans une situation convenable avec toutes les mesures prises grâce à l'actuelle convention qui est, totalement, différente de l'ancienne. En effet, avec cette convention, le contrat est signé avec l'entreprise par rapport au poste de travail. Plus question de contrat à vie avec l'entreprise. Si le poste de travail vient à être supprimé, les droits de licenciement du préposé à ce poste sont aussitôt payés. C'est, donc, une révolution importante par rapport à ce qui se passait à l'O.n.p.t, il y a quelques années. Ces mesures ne posent aucun problème pour les nouveaux travailleurs qui ont intégré la So.tel.co. Mais, il a fallu expliquer aux anciens ce nouveau mécanisme, pour avoir leur confiance et leur adhésion. Selon Serge René Blanchard Oba, cette convention permet à la So.tel.co d'être compétitive parce que c'est une bonne convention pour une entreprise privée. Toutefois, un problème se pose à la So.tel.co, avec cette nouvelle convention. Il s'agit des travailleurs dont elle a hérité et qui étaient régis, dans le passé, par certains statuts. Aussi faut-il, d'abord, trouver des solutions transitoires avant de les insérer dans la nouvelle convention. Pour la So.tel.co, il n'y a pas meilleure convention que celle-ci. L'administrateur général a rassuré les anciens travailleurs que leurs revenus sont garantis avec le changement de la convention, pour que ces derniers ne soient pas lésés. Aucun travailleur, à en croire Serge René Blanchard Oba, ne percevra un salaire en deçà de ce qu'il percevait sous l'ancienne convention. Les emplois, a-t-il poursuivi, ont été, également, sauvegardés, parce qu'aucun licenciement n'a été enregistré. Tous les travailleurs ont été reclassés dans des nouveaux postes de travail.

Par ailleurs, l'administrateur général de la So.tel.co a primé, à cette occasion, sept travailleurs, pour avoir réhabilité la station terrienne du Centre Ville, au profit du réseau local. Ces cadres et agents ont reçu des diplômes d'honneur. Il s'agit de: Bounzeki Albert, Elenga Jean Prosper, Kanga Raphaël, Elongo David, Bouya Bernard Gabriel, Fickat Benjamin et Mossindzaon Hermann Aymar.

Philippe BANZ

8ème anniversaire de l'A.r.l.n.j.c.

Des cadres d'entreprises ont été plébiscités

Chaque jour qui passe entraîne, avec lui, les bons et les mauvais souvenirs de chacun de nous, laissant à notre conscience collective une poignante et indélébile empreinte qui force à se ressouvenir, surtout dans la vie professionnelle qui nous assure une indépendance financière. Cependant, malgré les efforts que l'on peut consentir, aucun mérite n'est apprécié, de notre vivant, par les passagers que nous sommes sur cette terre. Bien au contraire au dernier jour de la vie, ce mérite méconnu renfloue et embellit les colonnes d'une homélie, d'une oraison funèbre qui pourrait divorcer d'avec toi d'avec moi et d'avec lui, plaçant dans les cœurs brisés la tristesse et le chagrin, pour les uns, et la compas-



Mathias Awora

sion, pour les autres. Prenant la température de cette injustice aggravée par le mépris qui, souvent, revient au galop l'A.r.l.n.j.c. (Associa-

tion des Auditeurs des radios locales nationales des journalistes chroniqueurs) fut créée, le 17 décembre 1998. Depuis lors des cérémonies se sont multipliées dans la capitale comme dans l'hinterland. Chemin faisant l'A.r.l.n.j.c. a soufflé, dimanche 17 décembre 2006, sa 8ème bougie. A cette occasion, il a été organisé, à l'hôtel de ville de Brazzaville, en début d'après midi, une grande cérémonie anniversaire de remise de diplômes d'Excellence, d'honneur et de nombreux prix, notamment, des médailles d'or à un parterre de lauréats, cadres de toutes administrations confondues, dont M. Mathias Awora, cadre en service à la S.n.e. (Société nationale d'électricité) et le préfet du département du Niari, Marie Magloire Dambendzet. Pour M. Awora qui a reçu une médaille d'or, sym-

bolisant cette reconnaissance de l'A.r.l.n.j.c, le choix porté sur sa personne n'est que le reflet de ses bonnes prestations, en dépit des vicissitudes nées du subjectivisme entretenu dans les différentes administrations concernant la nomination et le placement des cadres à des postes de responsabilité. Je suis, énormément, ravi de ce que je suis compté parmi cette crème d'intellectuels sélectionnés, ce jour 17 décembre 2006. C'est un honneur que je dédie à mon chef hiérarchique, au directeur général de la S.n.e, à mon épouse, ma compagne de tous les jours, avec qui je suis entrain de ramer dans ma vie professionnelle, après que nous ayons connu des hauts et des bas ensemble. J'ai le devoir de réaliser mes ambitions, afin que soit allumée la flamme d'espoir de toute ma vie. Je crois que c'est en cela que je serai utile non seulement à ma famille et à mes amis, mais aussi et surtout, à la nation congolaise.

Armand Firmin AWENE

Annnonce

L'imprimerie Saint-Paul est notre institution. Pour tous les travaux d'impression en noir et blanc et en couleur, nous consulter. Une remise est accordée aux clients fidèles. L'imprimerie Saint-Paul est située non loin de la Cathédrale Sacré-Coeur de Brazzaville. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au

service commercial. Les Attachés commerciaux près le Directeur Général Blaise BIKINDOU Tel: (242) 560.39.11 ou 666.43.09 Benoit A.K. MIAKALOUBANZA Tel: (242) 525.35.17 Le Directeur Général Tite BAVEDILA Tel: (242) 544.12.28

Environnement

Ça chauffe! Et ça urge!

Le rapport «Meeting the Climate Change», rédigé par un panel de scientifiques, de politiques et d'économistes britanniques, fixe à dix ans «voire peut-être moins» le point de non retour climatique. Un seuil estimé à + 2 degrés au-delà duquel les rejets de gaz à effet de serre vont entraîner une hausse de température désastreuse pour la planète. Une échéance pas si lointaine quand on sait que l'augmentation de température moyenne par rapport à la valeur de référence, fixée au début de l'ère industrielle au XVIIIème siècle, est déjà de 0,8 degré... (Mfi)

Eric-Pressing Nettoyage à sec

PRESSING DE LUXE

Situé au coeur économique de: * Brazzaville rond-point Mougali * Pointe-Noire centre ville, ex-station d'essence Rodriguez

ERIC-PRESSING

ERIC

- * E = Expérience dans le cadre de Nettoyage à Sec
- * R = Remplissant toutes les conditions de lavage
- * I = Irréprochable pour un travail soigné et bien fait
- * C = Compétence qui fait la différence

PRESSING

- * P = Professionnel confirmé
- * R = Reste fidèle au bon service
- * E = Entretien de qualité inégalable
- * S = Service non stop
- * S = Sollicité par les clients exigeants
- * I = Incomparable, toute la ville en parle
- * N = Nommé ERIC-PRESSING
- * G = Garantit la longévité de nos vêtements

Faites confiance à notre pressing de luxe
Tél. 82.01.35 - B.P. 14897

REPUBLIQUE DU CONGO

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT**PROJET D'APPUI À LA DÉCENTRALISATION ET AU PASSAGE À L'ECHELLE DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DU VIH/SIDA (PADEPP)****Financement Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme****AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Date: 14 décembre 2006 / Don: COG-506-G01-H / AOI 01/2006-COG-506-G01-H

L'acquisition et la livraison de divers équipements et consommables informatiques, de matériels de reprographie et audiovisuels pour le Bénéficiaire principal et les Sous bénéficiaires

1. Le Gouvernement du Congo a obtenu un Don du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, pour financer le Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'Echelle de la Prévention et de la Prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'acquisition de divers équipements et consommables informatiques.

2. Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA (SEP/CNLS) invite, par le présent avis d'appel d'offres, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre, sous pli fermé et cacheté, pour la livraison des équipements et consommables informatiques ci-après:

Micro-ordinateurs PC (36); ordinateur portable (9); imprimante laser couleur (3); imprimante laser black (21); onduleur (36); imprimante à jet d'encre couleurs (12); pho-

tocopieur (9); scanner (2); perforeur (1); cartouche d'encre pour imprimante laser couleur (6); vidéo projecteur (13); clés USB (10); écran vidéo projecteur (12); toner photocopieur (27).

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres International (AOI) ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles, tel que défini dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du PADEPP et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres, à l'adresse numéro mentionnée ci-dessous, de 8H30 à 16H00.

5. Les exigences en matière de qualifications sont: un chiffre d'affaires moyen de vente adéquat, disposer de fonds propre ou avoir la possibilité de bénéficier d'un crédit suffisant, expériences suffisantes en matière de vente d'équipements informatiques. Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le Dossier d'Appel d'offres

International, pour les informations détaillées.

6. Les dossiers d'Appel d'Offres en français pourront être achetés par les candidats, en formulant une demande écrite, à l'adresse et numéro mentionnée ci-dessous, contre un paiement non remboursable de Soixante Cinq Mille (65 000) francs CFA. La méthode de paiement sera l'es-pèce contre la délivrance d'un reçu de caisse ou par transfert de fonds, à travers une agence de transfert de fonds crédible. Le document d'Appel d'offres sera adressé suivant les indications du soumissionnaire, étant entendu que les frais d'expéditions, qui ne sont pas inclus dans le montant d'acquisition du dossier d'appel d'offres, sont, intégralement, à la charge du soumissionnaire.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse et numéro ci-dessous, au plus tard, le 19 janvier 2007. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants qui souhaitent être présents, le 19 janvier 2007, à 10 heures du matin (heure locale). Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre, pour un montant de: Deux Millions (2 000 000) francs CFA.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: À l'attention de:

Dr MARIE FRANCKE PURUEHNCE
N° et rue: Rue des Anciens Enfants de Troupe,
face CEG NGANGA Edouard
Bureau: SEP-CNLS/PADEPP
Code postal: 2459
Ville: BRAZZAVILLE
Pays: CONGO
Téléphone: (00242) 562 59 10/624 70 00
Adresse électronique: sep_cnlscongo@yahoo.fr

La Secrétaire Exécutive

Dr Marie Francke PURUEHNCE

REPUBLIQUE DU CONGO

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (CNLS)
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT (SEP)

B.P. : 2459 Brazzaville Tél : (242) 572 11 50 / 528 66 67

Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr**PROJET D'APPUI À LA DÉCENTRALISATION ET AU PASSAGE À L'ECHELLE
DE LA PRÉVENTION ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DU VIH/SIDA
PADEPP
(COG-506-G01-H)****Sollicitation de manifestations d'intérêt pour le recrutement de cinq (5) ONG/OBC par département (Bouenza – Pool – Plateaux – Cuvette – Cuvette Ouest – Likouala) pour la réalisation des prestations visant la réduction de la vulnérabilité des jeunes non scolarisés et des filles mères, veuves et professionnelles du sexe, populations rurales vivant le long des axes routiers, ferroviaires et fluviaux**

En application du principe de décentralisation de la réponse nationale au VIH/SIDA, les départements de la Bouenza, du Pool, des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette Ouest et de la Likouala ont mis en place des Unités Départementales de Lutte contre le VIH/SIDA et IST (UDLS) chargées de la coordination de la réponse locale. Dans le cadre de cette réponse, les UDLS vont apporter un appui aux initiatives communautaires de lutte contre le SIDA et ont sollicité le soutien du SEP/CNLS. Le SEP/CNLS, va soutenir les UDLS dans le financement des initiatives communautaires, à partir de la subvention du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA invite les ONG/OBC à manifester leur

intérêt à fournir les services décrits ci-dessous:

Communication pour le changement de comportements dans les groupes les plus vulnérables: jeunes non scolarisés et des filles mères, veuves et professionnelles du sexe, populations rurales vivant le long des axes routiers, ferroviaires et fluviaux.

Ceux-ci doivent fournir les informations indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services, notamment: brochures et références concernant l'exécution de travaux analogues, expériences antérieures pertinentes dans des conditions semblables, disponibilité de ressources humaines qualifiées, etc.

Sur cette base, une liste restreinte des ONG/OBC ayant des

qualifications pertinentes sera établie.

Les ONG/OBC inscrites sur la liste restreinte seront invitées à participer à un atelier de consensus sur l'affectation des priorités par ONG/OBC et d'élaboration des plans d'action.

Les ONG/OBC intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 25 décembre 2006, à 16h00:

Conseil National de Lutte contre le SIDA
Secrétariat Exécutif Permanent
Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCE
Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET),
non loin du CEG NGANGA Edouard
BP: 2459 Brazzaville
Tél: (242) 6631559/6247000
E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

Chaque candidat portera sur l'enveloppe extérieure de son pli la mention suivante:

«Manifestations d'intérêt pour le recrutement d'une ONG/OBC du département de (préciser le département) pour la réalisation des prestations visant la réduction de la vulnérabilité au VIH/SIDA des jeunes non scolarisés et des filles mères, veuves et professionnelles du sexe, populations rurales vivant le long des axes routiers, ferroviaires et fluviaux»

«A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»

La Secrétaire Exécutive

Dr. Marie-Francke PURUEHNCE

Vient de paraître:

Huguette Nelly Sathoud: Les femmes d'Afrique centrale au Québec

«Après avoir eu deux autres enfants, nés au Québec, j'ai eu envie d'exploiter et d'appivoiser ce monde, à la fois, si loin de ma culture et si proche de mes aspirations.» Ainsi s'exprime l'écrivaine congolaise, Ghislaine Nelly Huguette Sathoud, dans l'avant-propos de ce nouveau livre, publié aux Editions L'Harmattan, cette année.

Cette étude pertinente qui fait le bilan d'une expérience menée et vécue si loin de son pays d'origine veut, certainement, attirer l'attention des uns et des autres, des hommes de décision et de parole, pour y réfléchir par rapport à l'environnement socio-culturel, au Québec, et montrer, aux yeux de tout le monde, les difficultés que rencontrent ces femmes africaines. Comme dit un adage africain: «qui change de pays, change de mentalité et de mode de vie.» Ces femmes africaines, dans le pays d'accueil, ont bien la volonté de s'y accommoder, même si cela n'est pas du tout facile. Pour reprendre l'auteur, «le mode de vie de la société d'accueil est si radicalement différent de celui de la société d'origine, que l'isolement devient un aspect douloureux de la vie de ces femmes qui, non seulement se retrouvent loin des parents et amis, éprouvent, également, des problèmes à se faire un tissu social.» (P.8). Même si «la culture de l'immigration est souvent «do-

minée» et c'est la culture du pays d'accueil qui prend le dessus» (P.25). Il ne faut pas se laisser faire. C'est ainsi qu'en bonne intellectuelle et avec un regard d'écrivain, Ghislaine Sathoud plaide la cause des femmes africaines, se déploie, se bat et «ne peut passer sous silence les difficultés des femmes, à la campagne, qui travaillent de longues heures, dans des conditions de pénibilité extrêmes, voire insupportables.» (P.51). C'est une plaidoirie pour les femmes africaines dans ce pays d'accueil, le Québec, par rapport à leur intégration où se pose des problèmes de l'immigration «prise dans son contexte, ses us et coutumes». Cette jeune écrivaine qui a commencé sa carrière littéraire par la poésie et change, aujourd'hui, de cap et aborde la problématique de l'environnement socio-culturel québécois.

L'auteur, en sa qualité de femme, se permet, sur la base d'une observation poussée, de livrer ses enquêtes à la vie du commun des mortels. Sa re-



G. N. Huguette Sathoud

cherche, dans ce domaine, est presque une révolte et veut dénoncer certaines pratiques qui ne cadrent plus avec l'humanité. «Il va de soi que les immigrantes sont, quelque part, prisonnières de la mentalité du pays d'origine, au point d'avoir du mal à exprimer ce qu'elles vivent, quotidiennement, comme frustration. Certaines ne parviennent pas à s'en sortir, même après de longues années passées au Québec.» (P.78).

Avec la publication de ce livre intitulé: *Les femmes d'Afrique centrale au Québec*, Ghislaine Sathoud signe, là, son huitième titre, qui fera la part belle à toutes ces Africaines malmenées, par ci, par là, dans les foyers, les services.

Il n'y a plus aucun doute que cet auteur se confirme, de plus en plus, dans le domaine de l'écriture et compte, aujourd'hui, parmi les meilleures écrivaines qui meublent la littérature congolaise féminine. *Les femmes d'Afrique centrale au Québec* est un ouvrage pertinent qui ne laisse pas tout lecteur averti indifférent. Les faits qui y sont relatés nous placent devant un choc de culture où les maux prépondérants vicient l'harmonie familiale et créent l'instabilité et le déséquilibre dans le foyer. «Les femmes immigrantes vivent en permanence en situation de stress. La recherche du logement est une épreuve pénible... Elle vit d'autres stress plus importants comme celui lié à la régularisation de la situation avec l'immigration» (P.128).

En lisant cette étude, on apprend, effectivement, beaucoup de choses qui nous laissent réfléchir. On comprend combien de fois ces femmes sont en face des dures épreuves, dans leur quotidien. Mais, ne dit-on pas que «ceux qui vivent sont ceux qui luttent».

A. SINGOU-BASSEHA

Les femmes d'Afrique centrale au Québec, Paris, L'Harmattan, 2006, 148 pages, 13,50€

Musique

«Terre sacrée»: un album au parfum très rumba

Neuf titres, dont huit rumbas et une salsa. Des textes d'une rare richesse, véhiculant des messages instructifs, moralisateurs, bref éducateurs, interprétés par six grands noms de la musique des deux rives du fleuve Congo, à savoir: Papa Wemba, Zao, Madilu Système, Roga-Roga, Ferré Chair de poule et Doudou Copa De Mi Amor. Voilà ce qui fait l'album: «Terre sacrée». Un opus très attendu, notamment, par le public des deux rives du fleuve Congo, paru il y a quelques jours.



Oeuvre à mettre à l'actif de l'association Lumières d'Afriques, aux destinées de laquelle préside Ferréol Constant Patrick Gassackys, le nouvel album est un pur joyau artistique. Il renferme des chansons comme: Terre sacrée; Sambela, Limbissa; Bongwana, Papa Joachim; Ligne d'arrivée; Reconnaissance; L'Argent. Des titres qui, pour la plupart, portent la signature de Ulti Eldever, membre de l'association précitée. Terre sacrée est disponible dans un coffret contenant un CD et un DVD. «En vous présentant cet opus, Terre sacrée, l'association Lumières d'Afriques a souhaité vous exprimer, à force de textes et mélodies, sa vision d'une Afrique qui gagne aussi, à travers son «intégration musicale», une Afrique consciente de sa diversité culturelle qu'elle brandit comme un atout», soutient Ferréol Constant Patrick Gassackys. V. C. Y.



République du Congo
Unité - Travail - Progrès
Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, chargé de l'alphabétisation
Projet d'Appui à l'Education de Base (PRAEBASE)
Unité de Gestion du projet (U.G.P.)

B.P: 49 - Tél: 81.18.09 - Fax: 81.54.92 - E-mail: praebase_congo@yahoo.fr
BRAZZAVILLE

SOLlicitation de Manifestations d'Interet

SERVICE DE CONSULTANTS
Don N°: H 1270 COB

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un don de l'Association internationale de développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant: Service de consultant externe pour l'audit financier et comptable des comptes du Projet d'Appui à l'Education de Base (PRAEBASE Congo).

2. Les services comprennent:

L'objectif de l'audit est d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière consolidée du PRAEBASE et sur les fonds reçus, ainsi que l'éligibilité des dépenses effectuées au cours des exercices clos au 30 juin 2007, 31 décembre 2007, 30 juin 2008 et 31 décembre 2008, soit:

* Les trois premières missions de l'auditeur externe couvriront la période allant de la deuxième année de mise en vigueur du projet (soit le 1^{er} janvier 2007) jusqu'au 31 juin 2008.

* La quatrième mission de l'auditeur couvrira les comptes du deuxième semestre de l'année 2008 et l'audit de clôture du projet au 31 décembre 2008.

La mission couvre les activités du PRAEBASE, au niveau central et décentralisé, y compris celles confiées au PNUD

(réhabilitation des infrastructures scolaires), les ONG et autres communautés de base.

L'audit devra, également, vérifier l'efficacité et l'efficacé du système de contrôle interne.

L'auditeur doit se prononcer sur:

a. la sincérité et la régularité des états financiers, y compris le compte spécial et les relevés de dépenses;

b. l'efficacité de la structure du système de contrôle interne;

c. la conformité de l'exécution du projet aux termes de l'Accord de Don et aux instructions de la Banque Mondiale. L'audit sera réalisé conformément aux normes internationales d'audit et donnera lieu à toutes les vérifications et tous les contrôles que l'auditeur pourra juger nécessaires en la circonstance. L'examen comprendra tous les tests, confirmations, observations, et vérifications jugées nécessaires par l'auditeur.

Le cabinet d'audit doit être:

* Indépendant et ayant pour profession habituelle de réviser les comptes. Une expérience d'audits des projets de développement à base communautaire et des fonds sociaux financés par la Banque mondiale ou tous autres bailleurs de fonds de réputation internationale (BAD, Union Européenne...) serait un avantage;

* Agréé ou membre d'une corporation professionnelle reconnue par l'IFAC et acquise aux normes comptables internationales: IFRS édictées par l'IASB (International Accounting Stan-

dards Boards - depuis 2001) et des normes d'audit internationales édictées par l'IFAC (International Federation of Accountants)

3. Le Unité de Gestion du PRAEBASE invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

4. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les *Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale*, janvier 1997 (mise à jour septembre 1997, janvier 1999, mai 2002 et mai 2004).

5. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessus et aux heures suivantes: de 9 heures à 16 heures (heures locales)

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessus au plus tard le 1^{er} février 2007.

À l'attention de monsieur: Marie-Joseph MALLALI YOUNG N° et rue: LAMOTHE (derrière le Ministère de la Fonction Publique); Bureau: PRAEBASE; Ville: BRAZZAVILLE
Code postal: 49; Pays: CONGO
Téléphone: (00242) 81 18 09/666 44 56
Télécopie: (00242) 81 54 92
Adresse électronique: praebase_congo@yahoo.fr

REPUBLIQUE DU CONGO

.....
CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT
 B.P. : 2459 Brazzaville Tél: (242) 624 70 00
 Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr

PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU PASSAGE A L'ECHELLE de la PREVENTION ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DU VIH/SIDA (PADEPP)
Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme

Brazzaville, le 18 décembre 2006

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA (SEP/CNLS) recrute un (1) Chef d'Equipe de l'Unité de Gestion du Projet, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'Echelle de la Prévention et de la prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP), Financé par le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme

Titre du poste : Chef d'équipe de l'Unité de Gestion
Lieu d'affectation: Brazzaville
Durée du contrat: 1 an renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2007
Rémunération: La rémunération sera fixée sur la base des qualifications et de l'expérience du candidat
Description des tâches: Sous l'autorité du Directeur Général de la Santé et la supervision du Coordonnateur du SEP/CNLS, le Coordonnateur de l'Unité de Gestion aura pour tâches de:

Au titre de la coordination et de l'administration du PADEPP :
 -Coordonner l'élaboration des plans d'ac-

tion et budgets annuels du PADEPP
 - Superviser l'élaboration des protocoles d'accord et les demandes de financement des Sous - Bénéficiaires; - Coordonner et superviser l'élaboration des plans de travail individuels des membres de l'équipe du PADEPP ; -Superviser la révision des plans de travail et manuels de procédures prévus;
 - Participer au recrutement des consultants et bureaux d'études nationaux et internationaux;
 - Coordonner l'application des recommandations du CCN et du LFA; -Participer aux réunions avec le LFA et le CCN; -Participer à l'évaluation des performances des membres de l'équipe du PADEPP; - Etablir les rapports trimestriels d'avancement du PADEPP; -Organiser les réunions de suivi avec les membres de

l'équipe PADEPP; -Rendre compte régulièrement de l'avancement du PADEPP au Coordonnateur et au Secrétaire Exécutif.

Au titre de la supervision des Sous - Bénéficiaires :

-Superviser la mise en œuvre des activités des Sous - Bénéficiaires financés par le PADEPP; -Coordonner le renforcement des capacités des Sous - Bénéficiaires; -Veiller à la présentation dans les délais des rapports d'avancement par les Sous - Bénéficiaires.
Au titre du Suivi Evaluation:- Participer aux enquêtes d'évaluation de l'impact du PADEPP

Condition de candidature

- Compétence technique :
 - Niveau d'étude :Bac + 6 option gestion, finance et comptabilité ou Doctorat ès Sciences ou Diplôme d'Administrateur des Services Financiers option SantéFormation en planification et gestion de programmes économiques et/ou sociauxFormation en statistique ou en techniques de suivi et d'évaluation.
 - Expérience exigée : 5 à 10 ans
 - Spécificité :Avoir des connaissances en management des hommes, en gestion en milieu sanitaire et avoir des notions sur les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les ISTExpérience dans l'évaluation de l'impact social et économique du SIDA ou de la Pauvreté, à l'échelle des individus, des ménages ou des secteurs du SIDA Disponible pour entreprendre de fréquents déplacements dans les différents départements et districts.Capacités à communiquer, échanger en langue anglaiseBonne connaissance de l'outil informatique-
Personnalité :Esprit d'analyse et de synthèse, bon communicateur et bonne capacité d'écoute. Capacités de supervision et d'organisation, méthodique et rigoureux

Critères de sélection 1. Qualification générale du candidat (diplômes): 40 points
 2. Expérience professionnelle: 30 points
 3. Qualification spécifiques au poste;
 3.1- Expérience dans la mobilisation et la lutte contre le VIH/SIDA avec les ONG ou les OBC national et internationale: 20 points
 3.2- Maîtrise de l'outil informatique: 15 points
 4. capacité de management: 5 points

Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:
 1. Une demande manuscrite;
 2. Une lettre de motivation pour le poste;
 3. Un curriculum vitae avec attestation des diplômes obtenus;
 4. Un casier judiciaire;
 5. Un certificat de nationalité;
 7. Une copie d'acte de naissance;
 8. Un certificat médical.

Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés au plus tard le 26 décembre 2006 à 14 h 00, sous plis fermé à l'adresse suivante, avec la mention «Avis de vacances de poste pour le recrutement du Chef d'équipe de l'unité de gestion»

Conseil National de Lutte contre le SIDA
 Secrétariat Exécutif Permanent
 Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCE
 Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET), non loin du CEG NGANGA Edouard
 BP: 2459 Brazzaville
 Tél.: (242) 6631559/6247000
 E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

La Secrétaire Exécutive
 Dr Marie Francke PURUEHNCE

REPUBLIQUE DU CONGO

.....
CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT
 B.P. : 2459 Brazzaville Tél : (242) 624 70 00
 Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr

Projet d'Appui à la Décentralisation et au passage à l'Echelle de la Prévention et de la Prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP)
Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme

Brazzaville, le 18 décembre 2006

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA Congo (SEP/CNLS) recrute un Consultant National Chargé de l'Appui au Secteur Privé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'Echelle de la Prévention et de la Prise en charge globale du VIH/SIDA (PADEPP) financé par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme.

Titre du poste: Consultant National Chargé de l'Appui au Secteur Privé
Lieu d'affectation: Brazzaville
Durée du contrat: 1 an renouvelable à compter du 15 janvier 2007
Rémunération: La rémunération sera fixée sur la base des qualifications, de l'expérience du candidat et des conditions de travail local.

Description des tâches:
 Sous l'autorité du Président de l'UNI CONGO et la supervision directe du Chef d'équipe du PADEPP, le Consultant National Chargé de l'Appui au Secteur Privé aura pour tâches de:

- Prendre contact et établir un agenda de travail avec les entreprises Sélectionnées avec l'appui de l'UNI CONGO pour l'organisation des sessions de formation sur les politiques et les programmes ainsi que la formation des pairs éducateurs;
 - Etablir les contacts entre les entreprises et les prestataires de services en éducation par les pairs;
 - Faciliter l'organisation des ateliers de formation des pairs éducateurs;
 - Contribuer au contrôle de qualité des sessions de formation des pairs éducateurs;
 - Faire le suivi et fournir des services conseil aux entreprises pour la mise en œuvre des programmes;- Appuyer l'UNI CONGO dans le

partage des expériences et les meilleures pratiques;
 - Aider l'UNI CONGO à intégrer le VIH/SIDA dans son plan de développement;
 - Assister les entreprises dans la mise en place des structures chargées de la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH/SIDA et les IST;
 - Rendre compte au SEP/CNLS, à UNI CONGO et BIT à travers des rapports périodiques;

Conditions de candidature

- Bac + 4 au moins option Economie, Sciences de la Santé, Administration ou Sciences Sociales;
 - 4 ans d'expérience, dont au moins 2 ans dans les projets relatifs à la lutte contre le VIH/SIDA;
 - avoir des connaissances et des capacités prouvées de travail dans le secteur privé;
 - être disponible pour entreprendre de fréquents déplacements à l'intérieur du pays;
 - avoir un esprit d'analyse et de synthèse;
 - être un bon communicateur et avoir une bonne capacité d'écoute;
 - avoir une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point);
 - avoir une bonne capacité de travail en équipe.

Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:
 1. Une demande manuscrite;
 2. Une lettre de motivation pour le poste;
 3. Un curriculum vitae avec attestation des diplômes obtenus;
 4. Un casier judiciaire;
 5. Les attestations ou certificats de travail;

6. Un certificat de nationalité;
 7. Une copie d'acte de naissance;
 8. Un certificat médical.

Critères de sélection

1. Diplômes: 40 points
 2. Expérience professionnelle: 30 points
 3. Qualification spécifiques au poste;
 3.1- Expérience dans la mobilisation et la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur privé: 20 points
 3.2- Maîtrise de l'outil informatique: 10 points
 4. capacité de management: 10 points

Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés au plus tard le 26 décembre 2006 à 14 h 00, sous plis fermé à l'adresse suivante, avec la mention «Avis de vacances de poste pour le recrutement du Consultant National Chargé de l'Appui au Secteur Privé»

Conseil National de Lutte contre le SIDA
 Secrétariat Exécutif Permanent
 Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCE
 Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET), non loin du CEG NGANGA Edouard
 BP: 2459 Brazzaville
 Tél.: (242) 6631559/6247000
 E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

La Secrétaire Exécutive
 Dr Marie Francke PURUEHNCE

Football

L'exode des joueurs à Brazzaville

Fin de la trêve footballistique au Congo. Elle appartient, désormais, au passé, avec l'ouverture de la saison 2006-2007. Les clubs fourbissent, déjà, leurs armes, pour attaquer la nouvelle saison. Aussi, les joueurs ont-ils rehaussé leurs godasses à crampons. Pour l'entraînement quotidien. On annonce des départs, mais aussi des arrivées, un peu partout. Mais, l'exode des joueurs atteint une proportion, parfois fort inquiétante, à Brazzaville. Des équipes seraient décidées à mettre le paquet, question de s'offrir le maximum de joueurs et, surtout, de vedettes. La situation ainsi créée paraît propice à la déstabilisation de certaines formations. Il n'y a pas à s'en étonner. Cependant, les textes n'autorisent que le transfert de joueurs ayant évolué pendant deux saisons, au minimum, dans le club qu'ils désirent quitter et le recrutement de cinq joueurs étrangers, au maximum, dont trois pourraient être alignés

sur la feuille de match. C'est le rappel fait aux clubs et aux ligues par le secrétaire général de la Fédération congolaise de football. En dépit de ce rappel, des joueurs sont décidés à changer d'équipes. Toutefois, l'absence de statistiques ne permet pas d'avancer un chiffre quelconque. Mais, au point où en est la situation, on s'aperçoit combien des équipes sont entrain de se gonfler démesurément. Dans l'ensemble, les supposées grandes équipes ont pioché ça et là, pour renforcer leurs lignes défaillantes. Tout cela se vérifiera, lorsque la Fédération et les ligues auront libéré le ballon dans «le trou». Evidemment, des joueurs seront les victimes du recrutement opéré par les dirigeants. On sait, par expérience, que les équipes qui disposent de plus de trente joueurs se sont révélées impuissantes à les utiliser tous. Des joueurs ont fini par disparaître de la circulation, avec le statut d'éternel

réserviste. Cette situation inconfortable hante les joueurs sans nom. De même, la peur d'être victimes de la loi sur les étrangers pousserait certains à réfléchir avant de prendre des engagements. Les dirigeants des équipes qui en ont fait l'acquisition aveugle aussi. Par ailleurs, l'intérêt manifesté par les dirigeants à recruter des joueurs moribonds, de vieux poumons, n'est pas une solution sage, de long terme. La meilleure façon d'assurer la survie d'une équipe ne réside pas dans la manière d'arracher des vedettes confirmées. Il n'est pas mauvais de se retourner au foot des jeunes pour y déceler des talents. Or, il semble qu'on l'oublie. Peut-être faut-il, aussi, que les clubs apprennent à fabriquer, dans leur moule, leurs propres vedettes. Mais en ont-ils les moyens, les supporters leur donnent-ils le temps d'en fabriquer?

G. M.

Dieudonné Okombi, président de la FécoKa

«Des réformes pour rendre compétitif le karaté congolais!»

De retour de Tampéré, en Finlande, où il s'est fait élire membre du bureau exécutif de la Fédération mondiale de karaté, Dieudonné Okombi, président de la Fédération congolaise de karaté n'a pas rechigné à nous accorder une interview. En voici un extrait.

**Dans quelles circonstances s'est déroulée votre élection au bureau exécutif de la Fédération mondiale de karaté?*

****L'élection s'est passée de la manière la plus démocratique. J'ai obtenu 54 voix pour me faire élire. Le Tunisien Chérif Béchir est, également, passé. Seul le Gabonais Mengome n'a pas fait l'unanimité.**

**Qu'est ce qui a milité en faveur de votre élection?*

****La constance du Congo qui n'a cessé de participer aux championnats du monde et les relations personnelles que j'ai pu nouer avec les présidents des fédérations du monde. Dans ce milieu, ne vous attendez pas à une élection**



Dieudonné Okombi, patron du karaté congolais

comme par une baguette magique.

**Quelles pourraient être les retombées de votre élection pour le karaté congolais ?*

**** Je vais siéger là où se prennent toutes les décisions et se joue l'avenir du karaté mondial. Le karaté congolais pourrait bénéficier de plusieurs stages des formateurs en vue de rehausser le niveau des pratiquants, des encadreurs et des arbitres. J'y tiens et pèserais de toutes mes relations pour cela.**

**De quoi a-t-on débattu au congrès de Tampere?*

**** La Fédération mondiale de karaté s'est dotée de nouveaux statuts. Le problème du dopage était aussi au centre des préoccupations des congressistes. L'arbitrage a suscité un débat houleux, les pays africains se sentant marginaliser lors des stages d'arbitrage. Mais, désormais, la Fédération mondiale mettra beaucoup de moyens dans la formation des arbitres en Afrique.**

**Quel est, par ailleurs, le bilan de la participation congolaise aux 18èmes championnats du monde?*

**** Mi-figue mi-raisin. Mais, Bazalé, Kibongui, Opouya et Koussafi ont atteint le troisième tour. Ce qui n'est pas rien pour une équipe composée de sept compétiteurs. Avec un peu plus de métier et de chance, certains pouvaient aller plus loin.**

**Que comptez-vous faire pour rendre plus compétitif le karaté congolais, au niveau mondial ?*

**** Il faut des réformes, changer nos méthodes de travail et de préparation des budokas. Le karaté évolue, il faut qu'on s'accroche. J'envisage de faire que, désormais, il y ait plusieurs compétitions par semaine dans le pays. Je sensibiliserai les cadres du karaté dans ce sens.**

Propos recueillis par

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Noël Tosi sur le billard!

L'entraîneur français des Diables-Rouges football du Congo, Noël Tosi, passe ses vacances hivernales dans son pays natal. Il avait quitté Brazzaville, samedi 9 décembre 2006. Mais, Noël Tosi passera, d'abord, sur le billard, si ce n'est déjà fait, en région parisienne. Pour subir une opération chirurgicale, un kyste de l'estomac le faisant souffrir. Il prendra, ensuite, une dizaine de jours de convalescence, dans le Sud. Tosi reviendra, début janvier, au Congo, le moral requinqué. Au chevet des Diables-Rouges. Il y tient.

La veille de son départ en France, Noël Tosi nous avait fait la confidence d'aider certains joueurs congolais, n'ayant pas encore de clubs, à se caser. Pour qu'ils soient plus compétitifs, lors des batailles futures des Diables-Rouges. Prompte guérison, père Noël!

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

REPUBLIQUE DU CONGO

.....
CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT
B.P. : 2459 Brazzaville Tél : (242) 551 85 95
Email : sep_cnlscongo@yahoo.fr

.....
PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU PASSAGE
A L'ECHELLE DES ACTIONS DE PREVENTION ET DE PRISE
EN CHARGE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH
 Financement Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA,
 la Tuberculose et le Paludisme
 (COG-506-G01-H)

Brazzaville, le 18 décembre 2006

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA de la République du Congo (SEP/CNLS) recrute, dans le cadre de son Projet d'Appui à la Décentralisation et au Passage à l'échelle des actions de Prévention et de Prise en charge des personnes vivant avec le VIH en République du Congo, un Conseiller Technique principal (International).

Titre du poste: Conseiller Technique Principal (International)

Lieu d'affectation: Brazzaville, République du Congo

Durée du contrat: 12 mois renouvelables sur la base d'une évaluation des performances

Rémunération: La rémunération sera fixée sur la base des qualifications du candidat et des taux applicables pour des consultants internationaux.

Description des tâches: Le Conseiller

Technique Principal sera placé sous l'autorité directe du Secrétaire Exécutif du Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS). A ce titre, il lui rend compte mensuellement sous forme de rapports, de ses activités. Il fait partie de l'équipe du Secrétariat Exécutif Permanent (SEP) du CNLS et loge dans la même enseigne que le reste de l'équipe. Il aura pour mission d'appuyer le Secrétaire Exécutif du CNLS dans la coordination de la réponse nationale au VIH/SIDA et dans la mise en œuvre du PADEPP. Il aura pour tâches spécifiques :

1. Au titre de l'appui à la mise en œuvre du PADEPP:

- Appuyer l'unité de gestion du PADEPP dans l'élaboration des plans de travail et des rapports d'activités périodiques;

- Renforcer les capacités des unités de lutte contre le SIDA des départements couverts par le PADEPP dans la mise en œuvre des programmes d'appui aux initiatives communautaires, de soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables, de prévention dans les écoles au sein de la force publique;

- Appuyer l'unité de gestion du PADEPP dans la mise en place d'une stratégie de développement du partenariat local en réponse au VIH/SIDA;

- Conseiller l'unité de gestion du PADEPP en matière de documentation de ses interventions;

- Attirer l'attention de l'unité de gestion du PADEPP sur toute question en rapport avec l'atteinte des objectifs du projet.

2. Au titre de la coordination de la réponse nationale au VIH/SIDA:

- Appuyer l'élaboration des plans et rapports d'activités nationaux de lutte contre le SIDA;

- Appuyer la mise en place et l'animation d'un cadre de coordination des partenaires financiers et techniques de la lutte contre le VIH/SIDA en République du Congo;

- Appuyer la préparation des sessions périodiques du Comité de pilotage et de la Coordination nationale du CNLS, ainsi que du mécanisme de coordination du Fonds Mondiale;

- Appuyer l'élaboration du nouveau cadre stratégique national de lutte contre le SIDA ainsi qu'il est des plans opérationnels;

- Apporter un appui à la formulation de futures requêtes de financement au Fonds Mondial.

Conditions de Candidature: 1. Bac + 6 Sociologie, Administration publique, Médecine,

Santé Publique ou Economie;

2. Avoir 8 à 10 ans d'expérience de professionnelle dont au moins 5 dans la coordination des programmes de lutte contre le VIH/SIDA tant au niveau national qu'international

3- Avoir un esprit d'analyse, de synthèse, de diplomatie;

4- Etre un bon communicateur, organisé, méthodique et avoir une bonne capacité d'écoute.

5. Bonne maîtrise des outils informatiques;

6-Ecrire et parler couramment le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:

1. Une demande manuscrite;

2. Une lettre de motivation;

3. Un curriculum vitae

4. Des copies certifiées conformes des diplômes;

5. Deux photos d'identité;

Les références de trois (3) personnes autres que les employeurs antérieurs qui connaissent le candidat et pourraient éventuellement être consultées pour avis.

Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés au plus tard le 18 janvier 2007 à 16 h 00, sous pli fermé à l'adresse suivante,

avec la mention «Avis de Vacances de Postes pour le recrutement du Conseiller Technique Principal»:

Conseil national de Lutte contre le SIDA Secrétariat Exécutif Permanent

Attn: Dr Marie-Francke PURUEHNCEBP:
 2459 République du Congo

Tél.: (242) 6631559 ; 6247000
 E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

Les candidatures féminines sont vivement encouragées